



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2539
31 mars 2017
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Avec Nathalie Arthaud, affirmer les exigences des travailleurs

Ni salaire ni pension à moins de 1800 euros

Prendre sur les profits pour créer des emplois



Avec Nathalie Arthaud, faisons entendre le camp des travailleurs !

Dimanche 26 mars, Nathalie Arthaud tenait son principal meeting de campagne, devant 4 000 personnes, à Aubervilliers près de Paris. Parmi les intervenants, plusieurs militants ouvriers ont dénoncé la lutte de classe menée au quotidien par leur patron. Les chantiers navals à Saint-Nazaire recourent massivement à l'intérim et à la sous-traitance, avec des rythmes de travail toujours plus soutenus qui augmentent les risques d'accident. Le groupe aéronautique Safran bloque les salaires et fait 1,8 milliard d'euros de profits, soit l'équivalent de 2 250 euros brut mensuels prélevés sur chaque salarié ! La direction de PSA parvient à un profit record, lui permettant de racheter Opel et d'arroser ses actionnaires, parce qu'elle a fermé une usine et supprimé 17 000 emplois. Même dans les hôpitaux, les critères de rentabilité s'imposent, le personnel est débordé et les patients en souffrent. Elles sont là, les raisons de la crise. En licenciant les uns et en surexploitant les autres, le grand patronat accumule des fortunes colossales, mais il appauvrit le reste de la société.

En Guyane, la classe capitaliste fait preuve de la même rapacité. Dans ce vestige de l'empire colonial, près de la moitié des familles vivent sous le seuil de pauvreté et un jeune sur deux est au chômage. On y lance ces merveilles de technologie que sont les fusées Ariane, mais une partie des habitants n'a ni eau courante ni électricité ! La mortalité infantile est trois fois plus élevée que la moyenne française. Les écoliers sont encadrés par deux fois moins d'adultes qu'en métropole.

Alors, la population en a assez de l'exploitation, de la criminalité grandissante et de la vie chère. C'est la grève générale. Face à l'État, aux possédants, y compris les notables locaux, souhaitons que les travailleurs de Guyane prennent conscience de leurs intérêts de classe et que, sur cette base-là, leur lutte aille le plus loin possible !

Dans l'élection présidentielle, les principaux candidats cherchent à donner le change. Chacun explique qu'il réduirait le chômage, les inégalités, ou encore la pénurie de logements bon marché... Ce sont des mensonges, car les vrais détenteurs du pouvoir ne sont pas élus : ce sont les principales fortunes du pays, celles qui décident de tout, quelle que soit l'identité du président ou la nature des institutions.

Ceux qui prônent la VI^e république nous mentent. Elle ne changerait rien. Le cimentier Lafarge a prospéré sous les III^e, IV^e et V^e Républiques ; il a participé à la construction du mur de l'Atlantique sous Pétain, a récemment fait des affaires en Syrie sous Daech et était candidat pour construire le mur de Trump entre le Mexique et les États-Unis. Tout cela en toute impunité, au nom des intérêts de ses actionnaires. Alors ce n'est pas une VI^e république qui l'arrêterait, ni lui, ni aucun autre capitaliste.

Si cette élection a un intérêt, c'est de permettre de faire entendre les intérêts des travailleurs. C'est le sens de la candidature de Nathalie Arthaud, présentée par Lutte ouvrière. Elle s'inscrit dans la continuité de celles d'Arlette Laguiller, qui fut en 1974 la première femme, la première travailleuse candidate à la présidentielle, et le fut à six reprises. Comme Arlette Laguiller avant elle, Nathalie Arthaud défend des exigences essentielles pour le monde du travail.

Il faut un travail et un salaire pour tous. Il faut prendre sur les profits des multinationales pour financer les emplois. En un an, la fortune de Patrick Drahi vient de passer de 6 à 13 milliards d'euros. Et son entreprise, SFR, supprime 5 000 emplois ! Orange, SFR ou PSA ont les mêmes pratiques. Alors, pour éradiquer le chômage, il faut interdire les licenciements et répartir le travail entre tous.

Pour vivre décemment, il faut au moins 1 800 euros net par mois. Il faut augmenter salaires et pensions d'au moins 300 euros. Et les salaires doivent suivre l'augmentation réelle des prix.

Les grandes banques européennes continuent de frauder les impôts via les paradis fiscaux, comme vient de le souligner l'ONG Oxfam. Trafiquer les comptes pour échapper à l'impôt, arroser les actionnaires, justifier des licenciements : ce sont des malversations courantes des multinationales. Pour y mettre fin, il faut que les travailleurs contrôlent les comptes des entreprises. Il faut abolir le secret bancaire et commercial.

Aucun de ces objectifs ne pourra être atteint avec un bulletin de vote. Mais soyons nombreux à les approuver le 23 avril, pour les défendre dans les luttes qu'il nous faudra mener. Faisons entendre le camp des travailleurs en votant pour Nathalie Arthaud. Cela dépend de chacun d'entre nous.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ		LA CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD		Grande-Bretagne : l'attentat de Londres	16
Assurance chômage, les seniors sacrifiés	4	Faire entendre sa voix	6	ENTREPRISES	
Banques et paradis fiscaux	4	Logement : un besoin vital	6	Hôpital psychiatrique de Saint-Egrève	12
Pénurie de médecins	4	Chômage, une arme aux mains du patronat	7	Candia - Gerzat	12
Bavure policière mortelle	4	Santé, un droit pour tous	7	Renault - Flins	12
Fillon, arrogance et mépris social	5	Vive la lutte des travailleurs de Guyane !	7	Boutiques Mim	12
Macron, politiciens en marche vers la soupe	5	Maires : "Vos problèmes sont ceux de la population"	7	Réseau de transport d'électricité	13
Hamon, de recul en recul	5	Le 26 mars à Aubervilliers : un meeting de campagne plein d'enthousiasme	8	SNCF Paris Saint-Lazare	13
Les voyages de Le Pen	5	Nathalie Arthaud : "Dénoncer la dictature des bourgeois"	9	Suicide au travail	13
Loi Rana Plaza : permis d'exploitation... sans entraves	5	Arlette Laguiller : la continuité des idées communistes révolutionnaires	8	Bus Mobicité Saint-Quentin-en-Yvelines	13
Île de La Réunion, Macron n'aime que les patrons	10	IL Y A 70 ANS		La Poste - Le Havre	13
Grenoble : le plan d'austérité contesté	16	Mars 1947 : la répression sanglante de l'insurrection malgache	10	Finances publiques - Paris	14
		DANS LE MONDE		Cité administrative - Toulouse	14
		États-Unis : Trump paralysé par son propre camp	11	Angers et Angers Loire Métropole	14
		Russie : la corruption au pouvoir	11	RUSSIE 1917	
				Comités d'usines et soviets, expression du pouvoir ouvrier	15

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Guyane : vive la lutte des travailleurs !

Depuis lundi 27 mars, la grève générale est effective en Guyane. Tout le pays est bloqué. En réalité, il l'était déjà largement depuis une dizaine de jours. Le mécontentement s'est élargi suite aux grèves des travailleurs de la société Endel, qui devait assurer le transfert de la fusée Ariane sur son pas de tir.

Cette grève et un barrage à l'entrée du centre spatial de Kourou avaient eu pour conséquence l'ajournement du départ de la fusée. En même temps, les travailleurs d'EDF s'étaient mis en grève contre l'infrastructure obsolète qui les oblige à des dépannages incessants sur le réseau. Puis ce fut le tour du port maritime, de la collectivité territoriale de Guyane (CTG), de la préfecture et de l'aéroport d'être bloqués.

Les tout premiers barrages ont été constitués à l'initiative des travailleurs en grève soutenus par le principal syndicat du pays, l'Union des travailleurs guyanais (UTG). Il y avait aussi des travailleurs du centre médico-chirurgical de Kourou.

Puis le mécontentement s'est étendu comme une traînée de poudre à l'ensemble de la population de Guyane. L'insécurité grandissante en fait le territoire le plus atteint de toute la France par la criminalité. Le chômage, la décomposition des services publics, dans l'éducation et la santé notamment, le sentiment d'être méprisé et discriminé par les gouvernements et l'État français, tout cela à la fois a fait exploser une colère contenue depuis longtemps.

La population a mis en place des barrages routiers, principalement aux ronds-points, dans les villes et villages. Mardi 28 mars, ces barrages ont été partiellement levés pour permettre la tenue de deux grandes manifestations à Cayenne et à Saint-Laurent-du-Maroni.

La mobilisation populaire s'organise autour de

multiples collectifs qui se sont constitués d'un bout à l'autre de la Guyane : collectif des commerçants, collectif des agriculteurs, collectif qui réclame un commissariat à Kourou, et bien d'autres, par profession, par ville, village ou quartiers, chez les lycéens aussi.

Une partie du mécontentement des transporteurs et petits patrons vient du fait qu'une grande partie des marchés du chantier de la future Ariane 6 leur échappe. Il semble qu'Eiffage soit bien mieux loti qu'eux.

Les 500 Frères contre la délinquance

Quant aux 500 Frères contre la délinquance, ce collectif d'hommes en noir, encagoulés, que l'on voit un peu partout dans le pays, il s'agissait à l'origine, il y a un peu plus d'un mois, d'un groupe constitué pour réagir à l'insécurité, aux cambriolages, aux meurtres et assassinats qui sont légion en Guyane. Dirigé par un policier en disponibilité, ce groupe avait au départ mis en cause les immigrés. Se défendant d'être une milice, ils en ont toutefois bien des caractéristiques. Aujourd'hui, avec l'implication de la population immigrée dans le mouvement et sur les barrages, Surinamiens, Brésiliens, Haïtiens, les 500 Frères contre la délinquance ont dû remiser leurs déclarations anti-immigrés. Il y aurait même aujourd'hui des immigrés dans leurs rangs.

Même s'ils sont applaudis par la population dans les meetings des



Manifestation monstre à Cayenne le 28 mars.

ronds-points, même si leur stature, leurs cagoules noires, l'apparence de détermination qu'ils expriment tant par leur accoutrement que dans leurs propos, leur donnent une image de groupe radical, prêt à tout, aux yeux de la jeunesse et de la population, ces 500 Frères ne proposent pas de solution. Ils ne sont pas l'émanation directe de la mobilisation populaire, mais un groupe à part, constitué avant le mouvement populaire, proche de la police et bénéficiant de la bienveillance de la préfecture. C'est à la population elle-même de s'organiser et de freiner les prétentions éventuelles des 500 Frères à contrôler le mouvement populaire, et aux 500 Frères d'apporter une aide à la population mobilisée tout en se plaçant sous son contrôle.

Les intérêts particuliers des travailleurs de Guyane

Bien que les travailleurs soient la colonne vertébrale de la grève générale, bien que ce soient eux qui ont démarré le mouvement, bien qu'ils aient répondu massivement à l'appel à la grève générale de l'UTG et de ses 37 syndicats fédérés,

la tête du mouvement est ailleurs pour l'instant.

Il est frappant de constater que le cahier de revendications publié lundi 27 mars par les collectifs et signé du Collectif pour le décollage de la Guyane, le plus important, comporte une série de revendications concernant les agriculteurs, les Amérindiens, les enseignants, les transporteurs et bien d'autres, mais aucune ne concerne les travailleurs des entreprises. Il n'énonce aucune revendication ouvrière. Aucune augmentation de salaire, aucune revendication d'amélioration des conditions de travail n'y figure.

Certes, beaucoup de revendications concernent aussi les travailleurs indirectement, mais aucune ne leur est propre. Elles sont celles des collectifs. Il y a bien la construction de cinq lycées, dix collèges, 500 classes primaires, la construction de routes, des crédits pour la santé et tout ce qui concerne l'amélioration de la vie générale de la population.

Par contre, si les revendications propres des travailleurs n'ont pas été prises en compte, celles du Medef local, elles, l'ont été. Le cahier de revendications

des collectifs stipule bien la création d'une zone franche sociale et fiscale sur dix ans conforme à ses vœux, ou encore la mise en place du Small Business Act pour améliorer la compétitivité des petites et moyennes entreprises. On a vu le représentant du Medef local sur le principal barrage faire des déclarations de soutien au mouvement général et parler d'allègement du coût du travail. Cela veut dire baisse des cotisations patronales, gel des salaires, pas d'embauches autres que sur des subventions publiques, etc.

Plus généralement, on ne voit pas non plus de revendications spécifiques pour les pauvres des quartiers et pour les chômeurs.

La lutte générale en Guyane ne fait peut-être que commencer. Les travailleurs ont encore le temps de s'organiser en une force particulière, et de se manifester pour faire valoir leurs propres intérêts. Ce serait le début d'une prise de conscience de classe, indispensable pour leurs combats de l'heure et ceux de demain. La mobilisation populaire d'aujourd'hui peut en donner l'occasion aux travailleurs de Guyane.

Pierre Jean-Christophe

AGENDA

3, 4 et 5 juin : la Fête de Lutte ouvrière à Presles

La Fête de Lutte ouvrière va se dérouler comme chaque année pendant le week-end de la Pentecôte, les samedi 3, dimanche 4 et lundi 5 juin, à Presles, dans le Val-d'Oise.

Ce seront trois jours de détente et de jeux, de rencontres et de fraternité, dans le cadre d'un grand parc boisé. Et ce

sera aussi une grande fête politique pour tous ceux qui pensent que l'humanité mérite d'être débarrassée de l'exploitation, de la misère et des guerres, et que les idées communistes révolutionnaires représentent l'avenir du monde.

Alors, à bientôt à la Fête !

Renseignements pratiques et programme : fete.lutte-ouvriere.org

Les cartes d'entrée, valables les trois jours, sont disponibles. Jusqu'au 7 mai, elles sont vendues au tarif réduit de 12 euros pour les trois jours. Les bons d'achat, d'un pouvoir d'achat de cinq euros pendant la fête, vendus quatre euros, sont également en vente.

Cartes et bons d'achat sont disponibles auprès de nos camarades ou en écrivant à :

Lutte ouvrière - BP 20029
93501 PANTIN CEDEX

Merci d'indiquer le nombre de cartes et de bons d'achat désirés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte ouvrière. N'oubliez pas de préciser à quelle adresse le tout doit être expédié, ainsi que le numéro de téléphone. Envoi franco.



Accord sur le chômage : les seniors sacrifiés

Le patronat et les syndicats, à l'exception de la CGT, ont conclu le 28 mars un projet d'accord sur l'indemnisation du chômage. Il aura des conséquences dramatiques pour des centaines de milliers de chômeurs, ceux de plus de 50 ans.

L'accord conclu aura comme principale conséquence de réduire la durée d'indemnisation des salariés licenciés de plus de 50 ans. Jusqu'à maintenant, ils bénéficiaient d'une indemnisation de 36 mois, contre 24 mois pour les autres salariés non précaires. L'indemnisation est ramenée aux 24 mois communs, avec un palier pour ceux âgés de 53 à 55 ans, qui passera de 36 à 30 mois. Les 36 mois ne resteront que pour les plus de 55 ans.

Or les plus de 50 ans sont parmi les plus touchés par les licenciements. Les patrons se débarrassent d'eux en priorité, car déjà usés par le travail, moins flexibles et plus payés du fait de leur ancienneté. Ils constituent déjà la majeure partie des chômeurs de longue durée. Avec cette mesure, des centaines de milliers de chômeurs de cette tranche d'âge vont se trouver encore plus vite en fin de droits avec, au bout, le RSA à 530 euros ou rien

du tout si le conjoint a encore un salaire.

Alors, certes, l'indemnisation des intérimaires et des CDD va être un peu améliorée, avec une prise en charge au bout de 88 jours de travail au lieu de 120 actuellement, mais sur une très courte durée. Mais ce sont les chômeurs qui vont payer l'addition, puisque l'accord va permettre l'économie de 900 millions d'euros à leurs dépens.

Les syndicats, encore une fois, à l'exception de la CGT, se sont inclinés devant le patronat, en sacrifiant sur l'autel du paritarisme les plus fragiles des chômeurs.

Paul Sorel

Médecins : la pénurie

Dans l'Aisne, comme dans bien d'autres départements, il devient de plus en plus difficile d'avoir un rendez-vous avec un dentiste, un ophtalmologiste ou un gynécologue. À Laon, il n'y a que quatre ophtalmologistes en exercice et il faut attendre six mois.

Dans un village à côté de Saint-Quentin, cela fait trois ans que la municipalité tente de trouver un médecin généraliste prêt à remplacer celui qui doit partir à la retraite. Des patients sont obligés d'aller à l'hôpital pour se faire soigner.

Le choix du conseil national de l'Ordre des médecins et des gouvernements de limiter le nombre d'étudiants pouvant devenir

médecins est en grande partie la cause de cette pénurie. Mais celle-ci est plus criante dans certaines régions que dans d'autres, d'autant que, contrairement aux enseignants, postiers ou agents EDF, les médecins peuvent s'installer où ils le souhaitent.

Pour tenter de les attirer, les collectivités locales ont recours à des aides à l'installation, des exonérations d'impôts, des rémunérations complémentaires, déjà pratiquées en Picardie et qui ne règlent pas tout, loin de là.

Dans des régions ouvrières, bien peu de familles ont les moyens de payer à leurs enfants des études longues et coûteuses. Le choix et la possibilité

de devenir médecin sont, à quelques exceptions près, restreints à une petite élite issue des milieux favorisés. Du coup, la possibilité que des médecins natifs du département y exercent leur métier est bien limitée. Comme il est facile de le constater, il est des régions que les médecins formés ailleurs ne jugent pas attirantes. Il y a là un véritable problème de santé publique.

Aucun des gouvernements successifs n'a eu le courage politique nécessaire pour régler ce problème, que ce soit en intervenant sur la liberté de choix des médecins ou en facilitant réellement l'accès à l'éducation.

Inès Rabah

Banques et paradis fiscaux : l'opacité

Selon un rapport de l'ONG Oxfam publié le 27 mars, les vingt plus grandes banques européennes ont réalisé 25 milliards d'euros de bénéfices dans les paradis fiscaux en 2015, soit 26 % des bénéfices totaux générés par ces banques en 2015.

Ces bénéfices seraient tirés de filiales implantées en Irlande, au Luxembourg ou aux îles Caïmans, etc., des filiales qui ne représentent pourtant que 12 % du chiffre d'affaires de ces banques et 7 % de leurs employés. « Un décalage flagrant », conclut Oxfam. C'est le moins que l'on puisse dire !

Quatre grandes banques françaises sont notamment présentes aux îles Caïmans, dont la BNP Paribas. Celle-ci a réalisé 134 millions d'euros de bénéfices dans cet archipel des Antilles peuplé d'à peine 50 000 habitants, pour un chiffre d'affaires de seulement 39 millions d'euros et alors qu'elle n'y emploie personne. Quant à la Société générale, elle a réalisé en Irlande des bénéfices quatre fois plus importants que son chiffre d'affaires. La banque britannique Barclays a déclaré de son côté un bénéfice global de 5 milliards d'euros en 2015, dont 900 millions dans trois pays, le Luxembourg, la Suisse et l'Irlande, alors qu'elle n'y emploie que 500 salariés. Ces pays représentent 18 % du résultat global de Barclays, mais à peine 0,4 % de ses employés. « Une performance difficilement imaginable pour toute activité économique normale », ironise Oxfam.

Les banques européennes opèrent

évidemment des transferts de bénéfices dans le but de profiter du taux d'imposition très faible, voire quasi inexistant, pratiqué par les paradis fiscaux. En moyenne, le taux d'imposition sur les banques ne s'y élève qu'à 6 %, et descend parfois à 2 %. Cela explique pourquoi des milliers de sociétés y sont domiciliées de manière fictive.

Ce bilan édifiant a pu être réalisé suite à l'entrée en vigueur d'une directive européenne censée rendre plus transparents les comptes des banques. Il ne lève cependant qu'un coin du voile. En effet, comme le dit l'ONG, « c'est une transparence en demi-teinte. (...) Quand on les [les banques] interroge directement, elles ne réagissent pas très bien. Le problème c'est que les banques traînent les pieds. Par exemple, on en a trouvée une qui avait inscrit ses activités dans plusieurs paradis fiscaux dans un chapitre intitulé « Autres » dans son rapport d'activité. »

Pour que la transparence soit réelle, il faudra que les travailleurs imposent la levée totale du secret des affaires et se mettent à contrôler eux-mêmes les comptes, ceux des banques comme ceux de l'ensemble des entreprises capitalistes.

Aline Rétesse

Paris 19^e : bavure policière mortelle

Un homme de 56 ans, de nationalité chinoise, a été abattu chez lui à Paris le 26 mars par un policier. Les 26 et 27, dans la soirée, plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant le commissariat du 19^e arrondissement de la capitale pour protester contre ce qui apparaît comme une bavure policière de plus.

Il est difficile de comprendre pourquoi c'est la brigade anti-criminalité (BAC) qui a enfoncé la porte de l'appartement familial, alors qu'un voisin, ayant entendu une dispute, avait appelé police-secours. Le père des cinq enfants était en train de découper du

poisson pour le repas. Il avait des ciseaux à la main quand la BAC a débarqué et l'a abattu devant sa famille.

La police a tout de suite plaidé la légitime défense, ce que conteste formellement la famille et ce qui a indigné les participants aux rassemblements devant le commissariat. Plusieurs dizaines de personnes ont été interpellées, notamment pour « participation à un groupement en vue de commettre des violences », ce qui pourtant semble plutôt s'appliquer à la BAC... et rajoute une injustice au crime commis par celle-ci.

Lucien Détroit



Lors d'un rassemblement à Paris.

LEUR SOCIÉTÉ

Fillon : arrogance et mépris social

À l'Émission politique sur France 2, le 23 mars, Fillon a tenté une nouvelle fois de relancer sa campagne. Mais il est difficile de prôner l'austérité budgétaire quand on a été soi-même pris la main dans la caisse publique...

Fillon n'a donc pas pu échapper à l'évocation des affaires qui le concernent. Il s'est trouvé obligé de parler des trois costumes de luxe, d'une valeur totale de 13 000 euros, offerts par son « ami » Robert Bourgi, un avocat proche des réseaux de la Françafrique : « J'ai eu tort de les accepter, (...) je les ai rendus. » Il a ensuite été malmené par l'écrivaine Christine Angot. Enfin, après qu'il a cité les passages d'un livre récemment publié pour tenter d'apporter la preuve de l'existence d'un cabinet noir à l'Élysée et d'un complot d'État contre lui, un tweet d'un des auteurs de ce livre l'a contredit quasiment en direct.

Fillon voulait se rattraper en évoquant son programme. Il en a eu l'occasion en étant confronté à des salariés d'un Ehpad (Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) de Bry-sur-Marne, dans le Val-de-Marne. Face à des

aides-soignantes racontant qu'elles ne sont que deux pour s'occuper de 84 patients la nuit, Fillon a défendu, imperturbable, le passage aux 39 heures et donc la diminution de leur nombre de jours de congés. Lorsque l'une d'entre elles a demandé des embauches, Fillon, plein de morgue, lui a rétorqué : « En creusant la dette de la France ? »

Décidément, il y a bien deux camps : celui de cette bourgeoisie méprisante arc-boutée sur ses privilèges, et celui des travailleurs sans lesquels rien ne fonctionne dans la société. Fillon n'hésite pas à creuser la dette quand il s'agit d'offrir des exonérations fiscales au patronat, de baisser l'impôt sur les sociétés ou de supprimer l'impôt sur la fortune. Faire de la dette au profit des capitalistes et de la bourgeoisie, et la faire payer par tout le reste de la population, c'est ça son programme.

Aline Urbain

Hamon : de recul en recul

Lors des primaires de la gauche, Hamon a voulu se démarquer de la politique du gouvernement, pour démontrer que voter Hamon n'équivaudrait pas à voter Hollande. Mais depuis, la musique a changé et Hamon s'efforce de gommer le programme qui lui a permis de gagner les primaires de la gauche.

Hamon a déjà reculé en grande partie sur le revenu universel, qui n'est plus du tout universel et s'apparente de moins en moins à un revenu. Maintenant, en Guadeloupe, il a vanté « l'excellent bilan » de Hollande en Outre-Mer. Pas de chance, les travailleurs guyanais se chargent aujourd'hui de lui démontrer tout le mal qu'ils en pensent.

Le 19 mars, à Bercy, Hamon a fait applaudir Hollande et a déclaré éprouver de la fierté en évoquant l'action de ses gouvernements. Mais toutes ces déclarations d'amour n'ont

pas empêché les défections vers Macron, même celle de Le Drian que Hamon avait fait ovationner à Bercy. El Khomri a dit publiquement qu'elle ne votera pas pour lui, « parce qu'il veut abroger sa loi ». Et Valls, à son tour, a fini par rejoindre les électeurs déclarés de Macron.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que les efforts de Hamon ne sont guère payés de retour. Mais il a au moins réussi une performance : celle d'être le premier homme politique à renier ses promesses... avant même d'avoir été élu!

A.U.

Macron : politiciens en marche vers la soupe

Macron bénéficie de ralliements, de plus en plus nombreux, de ceux qui volent au secours d'une victoire annoncée par les sondages. Les opportunistes viennent à lui de tous les horizons politiques.

Certains viennent de la gauche, comme Valls, Le Drian et plusieurs autres ministres, demain peut-être Ayrault, Ségolène Royal et Le Guen, une cinquantaine de députés PS ou l'ex-dirigeant du PC Robert Hue. D'autres étaient classés au centre, comme Bayrou, Lepage, Douste-Blazy et dix sénateurs de l'UDI. Mais la droite fournit aussi son contingent de nouveaux partisans du candidat d'En marche. L'ancien ministre de Chirac Dominique Perben et une ancienne secrétaire d'État



de Sarkozy, Marie-Anne Montchamp, viennent de rejoindre Macron.

Dans « le renouvellement et l'alternance profonde » que promet Macron, dans le « projet progressiste » qu'il prétend porter, tous ces gens-là voient des places à

conquérir, à conserver ou à retrouver, des perspectives de carrière, des postes pour leurs fidèles. En choisissant Macron, ils espèrent pouvoir non seulement servir le patronat, mais aussi être servis au passage.

Vincent Gelas

Le Pen : dis-moi qui tu rencontres

Marine Le Pen cherche à se doter d'une stature internationale. D'où ses efforts pour décrocher une poignée de main avec un ministre ou un chef d'État à l'occasion d'un voyage à l'étranger.

En janvier, Le Pen avait fait le pied de grue sans succès pour rencontrer Donald Trump, qu'elle admire tant. Elle a eu plus de succès avec Poutine, qu'elle est parvenue à rencontrer le 24 mars. Capable d'envolées nationalistes et racistes contre

les Caucasiens et les musulmans, à la tête d'un régime qui réprime durement ses opposants, Poutine n'a rien pour déplaire à Le Pen.

Avant son déplacement en Russie, Le Pen était au Tchad. Comme Sarkozy en 2007 et Hollande en 2012, elle a déclaré porter « une condamnation de la Françafrique »... tout en rendant chaleureusement hommage au dictateur tchadien Idris Deby, porté au pouvoir dans les années 1990 par l'armée française

et plusieurs fois sauvé par elle, parfaite incarnation de cette même Françafrique.

Comme il se doit, Le Pen a terminé son voyage au Tchad par une visite aux militaires français stationnés dans la capitale N'Djamena. Après avoir serré la main d'un dictateur, il était normal de la part de cette politicienne bourgeoise de saluer ceux qui défendent en Afrique les intérêts de l'impérialisme français.

Boris Savin

Loi Rana Plaza : permis d'exploiter... sans entraves

La loi dite Rana Plaza vient d'être vidée d'une grande partie de sa substance par le Conseil constitutionnel.

Votée en février, cette loi stipulait que toutes les entreprises de plus de 5 000 salariés, ou de plus de 10 000 en comptant leurs filiales, devaient sous peine d'amende s'assurer que leurs sous-traitants respectent les droits humains et environnementaux, comme par exemple ne pas faire travailler des enfants.

Cette loi avait été proposée suite à l'émotion soulevée par le drame de l'immeuble Rana Plaza. Son effondrement le 24 avril 2013 dans la banlieue de Dacca, la capitale du Bangladesh, avait causé la mort de 1 138 ouvriers et en avait blessé plus de 2 000 autres. Ils travaillaient dans des ateliers de confection, dans des conditions d'hygiène et de sécurité lamentables,



« Personne ne devrait mourir pour la mode ».

pour le compte de sous-traitants de multinationales, dont les groupes français Carrefour et Auchan.

La loi adoptée à l'Assemblée nationale après deux votes négatifs au Sénat avait soulevé l'hostilité du Medef, dont le président Gattaz avait dénoncé les « nouvelles contraintes imposées à des sociétés françaises ». Il reprochait entre autres à la loi de prévoir une amende pouvant aller jusqu'à 30 millions

d'euros.

Bon prince le Conseil constitutionnel a volé au secours du Medef en retirant de la loi cette possibilité de sanction et en la vidant ainsi complètement de son caractère contraignant. Les patrons peuvent lui dire merci, et les Carrefour, Auchan et autres trusts du textile pourront continuer à engranger des profits qui ont la couleur du sang.

Cédric Duval



Nathalie Arthaud, candidate communiste

Faire entendre sa voix

Y aura-t-il une forte abstention au premier tour de l'élection présidentielle, le 23 avril ? Sondages et journalistes le prévoient et parlent pudiquement de « perte de crédibilité de la classe politique ». Et tous de discourir sur « le meilleur moyen de renouer les liens » et de « rétablir la confiance ».

C'est dans les milieux populaires que le courant vers l'abstention est le plus fort. Et pour cause, c'est là que la situation se dégrade d'année en année. C'est là que le chômage de masse produit ses effets destructeurs. Et c'est là qu'on a pu constater que les promesses successives des politiciens de tout bord n'étaient que du vent. Alors beaucoup disent : à quoi bon ? Et si cette désillusion se traduit souvent en dégoût envers les politiciens et la politique en général, c'est bien parce que, depuis des dizaines d'années, les partis qui se disaient les porteurs des intérêts des travailleurs et des couches laborieuses ont

dévoiyé et trahi la confiance que des millions d'ouvriers plaçaient en eux.

Pendant des générations, depuis la fin du 19^e siècle, l'idée qu'un ouvrier votait pour des partis ouvriers, et jamais pour des partis bourgeois, s'était transmise. Mais le Parti communiste et la CGT, sans parler des autres, ont remplacé cette idée par la seule perspective de l'union de la gauche. Ils ont ancré l'idée que les choses changeraient si, et seulement si cette gauche, avec à sa tête des représentants patentés de la bourgeoisie, venait au pouvoir. Les travailleurs ont pu vérifier dans

leur chair que cela ne menait qu'à des désillusions.

Chaque travailleur sait que, pour se faire entendre de son patron, se faire respecter, il faut se manifester, se grouper, même si c'est souvent difficile. Ce qui est valable au niveau d'une entreprise l'est encore plus au niveau de tout le pays. Le vote peut être un moyen de se prononcer sur les intérêts généraux du monde du travail, un moyen de se compter, de voir qu'on n'est pas seul, d'affirmer qu'il y a une alternative face à l'arrogance des possédants et des gouvernants.

L'abstention, elle, n'a jamais fait peur aux bourgeois. Dans certains pays, la majorité des travailleurs s'abstiennent, et parfois depuis longtemps. Mais cela veut dire que la classe ouvrière et les classes populaires abandonnent toute



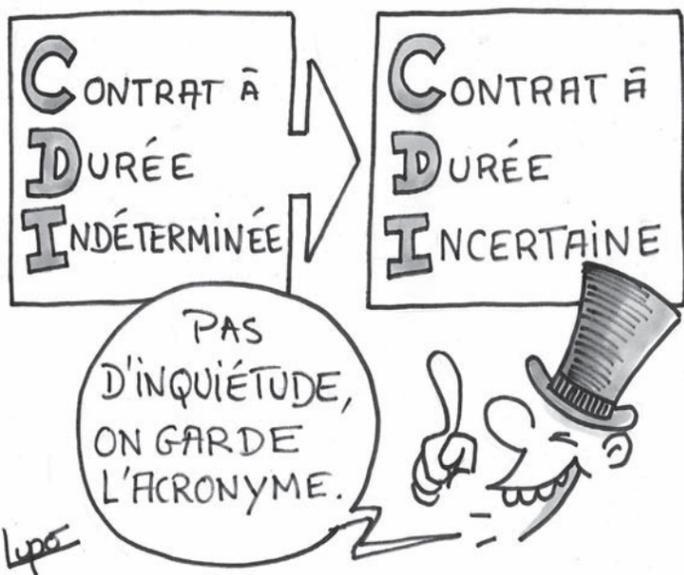
SERGE D'IGNAZIO

expression politique à leurs exploiters, et les possédants s'en accommodent, sans problème.

L'idée que les élections peuvent changer la vie a été et reste un piège mortel pour le monde ouvrier, mais abandonner l'arène électorale aux partis bourgeois ne vaut guère mieux.

Voter pour Nathalie Arthaud le 23 avril, ce sera faire entendre le camp des travailleurs. Ce sera affirmer que des travailleurs ne se résignent pas à l'acceptable et ont confiance dans la capacité du monde du travail à lutter pour ses intérêts.

Paul Sorel



Chômage : une arme aux mains du patronat

Les chiffres du chômage viennent de tomber, pour février 2017. Le gouvernement s'est réjoui d'une baisse de 0,1% du nombre des chômeurs de catégorie A, ceux qui n'ont exercé aucune activité pendant le mois. Mais si l'on compte le nombre total des chômeurs, toutes catégories confondues, y compris ceux qui ont travaillé une partie du mois ou ceux qui suivent une formation, le chômage a en réalité augmenté de 0,3%.

Selon Pôle emploi, il y aurait 6,6 millions de travailleurs privés d'un véritable emploi. Et il faut leur ajouter les chômeurs « invisibles », parce que non déclarés, non enregistrés, par dégoût, par lassitude,

parce qu'ils n'espèrent ni aide ni indemnité. Ce sont au total près de 9 ou 10 millions de travailleurs que le système capitaliste exclut du travail et rejette comme inutiles, avec toutes les conséquences pour eux et pour la société.

Le patronat utilise le chômage comme une arme contre tous les travailleurs, en exerçant un chantage à l'emploi permanent. Ce sont tous les salaires qui sont tirés vers le bas et, dans toutes les entreprises, l'exploitation s'aggrave.

Voter Nathalie Arthaud, c'est affirmer que les travailleurs se préparent à lutter pour imposer le droit de chacun à un emploi et à un salaire correct.

Vincent Gelas

Logement : un besoin vital

D'après le dernier rapport de la fondation Abbé-Pierre, près de 12 millions de personnes ont des salaires insuffisants pour se loger correctement : consacrant plus de la moitié de leur revenu au loyer, ayant des difficultés à payer le minimum de chauffage ou la taxe d'habitation qui augmentent sans cesse, condamnés à vivre dans des logements trop petits ou dégradés, se retrouvant sous la menace d'une expulsion.

Il faut y ajouter de l'ordre de 4 millions de personnes sans abri, mal logées ou sans logement personnel. Au total désormais plus de 15 millions de personnes seraient, selon la fondation, victimes de la crise du logement, soit une bonne partie des classes populaires.

Dans cette société dominée par l'argent, le logement est une marchandise comme une autre. La construction a pour moteur l'enrichissement des promoteurs, l'accroissement des fortunes des gros propriétaires. Loger ceux qui en ont besoin n'est que secondaire. D'où l'accapement des terrains les mieux situés pour la réalisation de bureaux déjà en surnombre, la construction de logements de standing destinés à ceux qui ont déjà tout, les loyers indécents dans les grandes villes.

Se loger devrait être, comme se soigner, un droit élémentaire. Pour répondre à l'urgence de la situation, il faut commencer par interdire les expulsions, mettre en place un moratoire sur les dettes des locataires et des petits

propriétaires étranglés par les traites, et récupérer les logements laissés volontairement vides par les gros propriétaires, souvent des banques ou des assurances.

Pour répondre pleinement à l'ampleur des besoins, la construction de logements doit devenir une priorité dans les dépenses de l'État. Il y a les moyens techniques et financiers de construire rapidement des logements confortables à prix coûtant, en embauchant directement les centaines de milliers de travailleurs du bâtiment nécessaires. Le rythme de construction devrait être d'au moins un million de logements par an, sans compter ceux qui devraient être réhabilités chaque année.

Il faut réquisitionner sans indemnité les terrains laissés vacants par les spéculateurs immobiliers. Les loyers doivent être baissés, alignés au niveau des coûts de construction et des charges d'entretien.

Les difficultés des familles populaires face à la question du logement imposent des mesures radicales. Elles démontrent aussi la nécessité d'une planification réelle de la construction, rompant avec l'anarchie du marché, avec pour objectif de satisfaire les besoins à plus long terme. Cela nécessite d'imposer un contrôle sur les grands groupes immobiliers, qui profitent de la pénurie actuelle pour s'enrichir au détriment du plus grand nombre.

Gilles Boti





Gratuité de la santé : un droit pour tous

Une étude publiée par un cabinet révèle qu'une personne sur deux a déjà renoncé à se faire soigner. Parmi elles, beaucoup mettent en avant le prix des soins, d'autres la difficulté à trouver un praticien, en particulier dans les déserts médicaux que sont les villages reculés ou les banlieues populaires. Cette étude montre que 20 à 30% des gens renonçaient à se soigner en 2013, alors qu'ils sont 48% aujourd'hui.

La santé ne devrait en aucun cas être source de profits. Tous les soins médicaux devraient être gratuits, sans exception.

Il faut prendre sur les profits des grands groupes capitalistes et sur les fortunes bourgeoises pour financer cette gratuité. Et il faut contraindre les entreprises pharmaceutiques, les fabricants de matériels médicaux à baisser leurs prix. Si l'on obligeait ces entreprises à rendre publics leurs comptes, on verrait alors que les profits faramineux de Sanofi, par exemple, sont purement et simplement du vol à l'égard des patients et de la Sécurité sociale. C'est aussi cette volonté qu'il faut faire entendre à travers le vote pour Nathalie Arthaud!



Le meeting du 26 mars

Avec les maires : "Vos problèmes sont ceux de la population"

Mercredi 22 mars Nathalie était invitée, comme tous les candidats à l'élection présidentielle, par l'Association des maires de France à prendre position sur le manifeste en quinze points élaboré par leurs soins. Elle a ainsi conclu son intervention.

« Je suis certaine que beaucoup des problèmes que rencontrent les maires ne trouveront pas de réponse institutionnelle dans le cadre de ce système économique. Les problèmes auxquels vous êtes confrontés sont finalement les mêmes que ceux qui frappent toute la société : l'appauvrissement général de la population et le délitement des liens sociaux qu'il entraîne. Ce sont des problèmes économiques, qui ne seront pas résolus

tant que la société restera gouvernée pour le service exclusif des plus riches, des plus privilégiés. Et cela ne changera pas lorsque l'un de ceux qui se seront exprimés devant vous aujourd'hui sera à l'Élysée : cela changera seulement à travers de larges mobilisations sociales, ayant pour objectif de transformer cette société.

Et d'ailleurs l'AMF elle-même le sait bien puisque, face à la baisse des dotations, elle n'a finalement

pas eu d'autre choix que d'en appeler, elle aussi, à la mobilisation dans la rue, le 17 septembre dernier.

Les maires, parce qu'ils sont les plus locaux des élus locaux, ne sont pas hors-sol : beaucoup vivent dans des territoires ravagés par les problèmes sociaux, et je sais que dans bien des endroits ils se mettent littéralement en quatre pour essayer d'offrir de l'aide à des populations décimées par le chômage, les plans de suppressions d'emplois et les fermetures d'entreprises. (...)

J'ai vu dans le passé bien des maires prendre la tête de manifestations

contre des fermetures d'entreprises, ou soutenir par tous les moyens possibles des travailleurs en grève contre des licenciements. Eh bien je veux dire à ceux-là, et à tous ceux qui se sentent choqués et révoltés par l'appauvrissement constant de la population, dans un pays pourtant de plus en plus riche, qu'il n'y a pas de fatalité. L'avenir des territoires pour lesquels ils donnent tant de temps et d'énergie dépend, avant tout, de la capacité qu'auront demain les populations à se révolter contre ce système économique absurde. »

Vive la lutte des travailleurs de Guyane!

Communiqué

« Aujourd'hui en Guyane, comme en Guadeloupe en 2009, des milliers de femmes et d'hommes ont décidé de dire que le chômage et la vie chère, ça suffit! Ils redécouvrent leur force collective, en agissant ensemble, de façon organisée. Ils redécouvrent qu'ils peuvent faire pression sur les autorités de Paris par en bas.

Avec l'appel à la grève

générale des différents syndicats, le mouvement peut encore s'amplifier et je souhaite qu'au travers de leur mobilisation les travailleurs prennent conscience de leurs intérêts de classe face à l'État, face aux possédants, y compris face aux notables locaux qui chercheront à prendre la direction de leur lutte. Et j'en profite pour les saluer et leur souhaiter d'aller le plus loin possible dans leur combat! »

Nathalie Arthaud



Réunions publiques

Strasbourg

Dimanche 2 avril, à 16 heures
Palais des Congrès
Place de Bordeaux

Nantes

Vendredi 7 avril, à 20h30
Salle Bretagne
23, rue
Villebois-Mareuil

Marseille

Samedi 8 avril, à 16 heures
Le Château des fleurs
16, boulevard Michelet

Lyon

Mercredi 12 avril, à 20 heures
Salle Joliot-Curie
68, boulevard Joliot-Curie
à Vénissieux

Lille

Mercredi 19 avril, à 19 heures
Salle du Gymnase,
Place Sébastopol
Métro : République

Dans les médias

Judi 30 mars à 8 h 15 : LCI, à 13 h 10 : France-Inter et à 18 h 45 : Public Sénat.

Vendredi 31 mars à 8 h 10 : Radio Classique et à 19 h 30 : France Info TV.

Lundi 3 avril à 7 h 40 : RMC.

Mardi 4 avril à 20 h 40 : débat présidentiel sur BFM/CNews

Mercredi 5 avril à 7 h 40 : France Info TV.

Judi 6 avril à 8 h 45 : LCP - France Bleu.

Samedi 8 avril à 23 h 30 : Invitée de On n'est pas couché sur France 2.

Attention : les horaires des émissions peuvent être modifiés indépendamment de notre volonté.



Nathalie Arthaud, candidate communiste

Le 26 mars : un meeting plein d'enthousiasme

C'est un public nombreux et enthousiaste qui s'est réuni dimanche après-midi 26 mars à La Plaine Saint-Denis, où le meeting central de Nathalie Arthaud a rassemblé 4 000 personnes. Plusieurs militants de Lutte ouvrière ont d'abord pris la parole pour décrire et dénoncer l'offensive du grand capital dans leurs entreprises et dans le secteur public : Sébastien Benoît, chaudronnier aux chantiers navals de Saint-Nazaire, Claire Rocher, infirmière au CHU de Dijon, Catherine Van Cauteren, ouvrière dans l'aéronautique à Villaroche en Seine-et-Marne et Jean-Pierre Mercier, militant à PSA Poissy. Jean-Marie Nomertin, militant en Guadeloupe de Combat ouvrier, a apporté le soutien de nos camarades des Antilles à la candidature de Nathalie Arthaud. Puis Arlette Laguiller a souligné la continuité entre la campagne d'aujourd'hui et le combat qu'elle a mené.

Enfin, Nathalie a pris la parole pour développer les axes de sa campagne. Le meeting s'est conclu par une vibrante *Internationale*, avant que chacun reparte, décidé, dans les semaines qui restent, à faire connaître nos idées au plus grand nombre.

Les interventions sont accessibles dans leur intégralité sur le site de Lutte ouvrière, onglet Multimédia. Elles seront publiées dans le prochain numéro de notre revue *Lutte de classe*. L'intégralité du meeting est également visible sur youtube.



Arlette Laguiller : la continuité des idées communistes révolutionnaires

J'ai été la candidate de Lutte ouvrière dans six élections présidentielles successives, avant que Nathalie prenne le relais.

La première fois que je me suis présentée, c'était en 1974. (...). Lors de ma première intervention, je disais en effet : « *Je suis une femme et j'ose me présenter à cette République d'hommes.* » Et lors de ma dernière intervention, je m'adressais aux travailleuses et travailleurs en disant : « *Femmes, mes sœurs, travailleurs, mes frères.* »

Eh bien, ma candidature suscita le mépris amusé de toute la caste politique et de bien des médias ! Comment une femme, une travailleuse, pouvait-elle faire irruption au milieu des petits jeux et des grandes combines ? (...) Eh bien oui, nous l'avons fait parce que pour nous l'égalité des femmes et des hommes, avant d'être un droit à imposer, est un fait, une évidence ! Alors, je suis très très fière qu'aujourd'hui encore nous ayons choisi une candidate, en la personne de

Nathalie Arthaud, pour défendre les intérêts du camp des travailleurs.

Oui, les idées communistes révolutionnaires sont minoritaires dans ce pays, et nous en sommes parfaitement conscients. Il en a toujours été ainsi, sauf pendant ces périodes, si rares dans l'histoire, où les opprimés et les exploités de la veille relèvent la tête et font trembler la société sur ses bases.

C'est de ce creuset révolutionnaire qu'est né, à l'époque, le parti qui portait et qui porte toujours le mot « communiste » dans son nom, le Parti communiste français. Mais ce parti, à certaines époques ô combien puissant, a abandonné depuis des décennies toute perspective communiste pour s'aligner, dans un premier temps, derrière la bureaucratie stalinienne de feu l'Union soviétique, avant

de s'intégrer complètement dans le jeu politique de la bourgeoisie ici, en France. (...)

En 2017, le Parti communiste n'est plus présent dans cette campagne électorale, après son ralliement à Mélenchon, cet ancien sénateur et ministre du Parti socialiste, qui essaie de faire croire qu'il suffit de changer le numéro de la République pour que tout aille mieux pour le monde du travail. (...)

L'affaiblissement du Parti communiste est uniquement dû à la politique de sa direction qui, déjà en 1974, n'avait pas présenté de candidat face à Mitterrand. Elle avait mis toute l'influence, tout le dévouement de ses militants dans les entreprises, dans les quartiers populaires, à présenter cet homme politique bourgeois comme l'espoir des travailleurs. Par la suite, elle avait soutenu le gouvernement Jospin, puis Hollande, et elle recommence aujourd'hui avec un Mélenchon qui pourtant la méprise. (...)

Alors, je dis aux militants du PC qui ont adhéré sincèrement à ce parti, pour les idées généreuses d'une société communiste et pas pour participer à des gouvernements qui mènent la politique voulue par la bourgeoisie, que s'ils ne veulent pas voter pour un Mitterrand au petit pied, s'ils veulent voter selon leurs idéaux, il faut qu'ils votent pour la seule candidate qui lève bien haut le drapeau du communisme, Nathalie Arthaud.





Nathalie Arthaud : “dénoncer la dictature de la bourgeoisie”

La minorité capitaliste et le grand patronat nous mènent une guerre de plus en plus féroce. Les milliards qu'ils amassent sont réalisés à coups de licenciements, de suppressions d'emplois, de blocages de salaires, d'augmentations du temps de travail et d'aggravations de l'exploitation. Ils sont réalisés à grand renfort de travail intérimaire et de sous-traitance, où les salariés sont plus flexibles et plus mal payés. Ils sont arrachés aux salariés des plus petites entreprises, priés de ne pas compter leurs heures parce que leur patron est étranglé par ce grand capital.

Les régions ravagées par le chômage, les centres-villes désertés parce que le petit commerce est moribond, les millions de femmes et d'hommes, de jeunes qui jonglent avec des petits boulots, les retraités dont la pension est inférieure au seuil de pauvreté... voilà le résultat de l'avidité insatiable de la classe capitaliste. (...)

La bourgeoisie nous conduit dans le mur

Cette grande bourgeoisie commande l'État, elle domine l'économie et pèse sur toute la marche de la société. Et elle nous conduit dans le mur en poussant les classes populaires vers la déchéance matérielle et la société à la déshumanisation, car le chômage et la misère font le lit de la concurrence, de l'individualisme, du rejet, voire de la haine de l'autre.

Alors, dans cette campagne, il faut que nous disions aux travailleurs qui nous entourent : “ne vous laissez pas abuser par les pantins qui s'excitent sur la scène politique. Regardez ceux qui tirent les ficelles, regardez la classe capitaliste qui tient nos vies entre ses mains : c'est une classe parasitaire, anachronique et irresponsable. (...)”

On nous appelle à voter, mais il s'agit de choisir le président de la République qui servira le grand patronat, qui l'aidera à attaquer nos conditions de travail, nos emplois, nos retraites. Il ne faut pas marcher là-dedans. Quand on est ouvrier, employé, chômeur, voter pour l'un ou l'autre de ces prétendants à l'Élysée, c'est voter contre son camp, c'est se vouer à être trompé et sacrifié. (...)

Les travailleurs doivent imposer leur contrôle

La bourgeoisie a érigé le mensonge et l'opacité en art de gouverner. Elle en fait une arme pour imposer sa politique. Nous devons revendiquer la levée du secret des affaires.

On verrait alors ce que l'entreprise verse réellement en salaires ; ce qu'elle économise, du fait des multiples exonérations de cotisations sociales, des niches fiscales ; ce qu'elle verse en dividendes à ses actionnaires ; ce qu'elle met en provisions. Il faut que l'on puisse connaître les conditions faites aux sous-traitants, les marges que les uns imposent aux autres, y compris les dessous-de-table.

Le patronat parle sans cesse du coût du travail. C'est de la propagande, car le travail ne coûte rien aux capitalistes, il leur rapporte! (...)

On nous explique que la raison d'être de cette classe capitaliste est d'investir. Eh bien, que l'on regarde aussi combien va à la recherche, à la formation, à l'investissement. Les chercheurs dénoncent régulièrement les 6 milliards d'euros accordés chaque année en crédit d'impôt recherche à des entreprises qui, comme Sanofi, suppriment des postes de recherche et grugent l'État. Parce qu'en réalité même cette fonction d'investir, la bourgeoisie ne la remplit plus, parce qu'elle a trouvé plus profitable pour s'enrichir : la spéculation.

Plus qu'un droit au contrôle, il faudrait même parler de devoir civique, car c'est la seule façon de dénoncer et d'empêcher les crimes patronaux. Du scandale de l'amiante au Dieseltgate, en passant par le Mediator des laboratoires Servier et la Dépakine de Sanofi, on a la preuve que le grand patronat n'a aucun scrupule à nous empoisonner. Alors il faut savoir ce qui se passe dans les entreprises, et les salariés sont aux premières loges pour cela.

Pas un courrier, même secret, n'échappe à l'assistante du PDG parce qu'elle le prépare et l'envoie. Collectivement, en rassemblant toutes ces informations parcelaires, les salariés peuvent avoir le contrôle sur toutes les décisions et sur l'argent qui circule dans l'entreprise.

Les patrons le savent et

le craignent, c'est pour cela qu'ils imposent le secret professionnel aux salariés. Il faut donner la possibilité à tous les salariés de se transformer en lanceurs d'alerte, sans craindre d'être placardisés ou licenciés. Il faut supprimer le secret des affaires.

Cette mesure modifierait le rapport de force entre le patronat et les travailleurs en donnant de nouvelles armes aux travailleurs. Il en serait fini du chantage patronal, des rumeurs et des fausses informations. Les travailleurs sauraient à quoi s'en tenir, ils pourraient anticiper, s'organiser face aux attaques patronales et prendre l'initiative pour les empêcher de nuire.

Un programme de lutte

Alors, voilà notre programme ! Ce n'est pas, comme tous les autres candidats, un catalogue de promesses numérotées qui seront aussi vite bafouées qu'elles ont été inventées. C'est un programme qui découle de nos besoins.

Et les objectifs que nous mettons en avant n'ont rien à voir avec des promesses électorales : ce sont des objectifs de lutte, qui ne pourront être imposés qu'au travers d'une levée en masse du monde ouvrier, un bras de fer qui amènera forcément les travailleurs à contester la propriété privée de la bourgeoisie sur les moyens de production.

Nos adversaires ne s'y trompent pas. Ils hurlent aux mots d'expropriation et de réquisition. Eh bien oui, il faut remettre en cause la propriété privée sur les moyens de production. Il faut contester la propriété privée de la bourgeoisie, qui s'est édifiée sur la sueur de générations de travailleurs et qui continue de s'accroître au travers de notre exploitation.

Oui, je suis communiste et je suis candidate aussi pour dire qu'il faut retirer à cette infime minorité immensément riche le pouvoir de maintenir dans l'esclavage salarial l'écrasante majorité de la population. (...)

Il faut un parti

D'un côté, l'humanité a accompli des choses époustouflantes, transformant la planète en fonction de ses besoins. L'esprit humain a fait des pas de géant dans la compréhension du monde.



Mais, parce que la société est dominée par l'argent, cette organisation sociale est devenue une menace pour l'humanité elle-même. (...) Le progrès de l'humanité ne peut passer que par le renversement du capitalisme. Alors, il faut que des jeunes fassent le choix de devenir des artisans conscients de la société future, c'est-à-dire des communistes révolutionnaires. (...)

Pour changer la société, la classe ouvrière aura bien des combats à mener, des petits et des grands. C'est dans le combat pour ses intérêts vitaux qu'elle forgera la conscience de son rôle historique. Et pour cela, les luttes sociales, les grèves, les mouvements sociaux sont les combats qui comptent le plus. (...)

Il faut un parti qui affirme que la société est

divisée en deux classes aux intérêts inconciliables et que nous devons nous battre, en ne comptant que sur nos propres forces, pour défendre notre droit à l'existence ; un parti qui affirme que les travailleurs peuvent se passer du grand capital parce que ce sont eux qui font tout fonctionner dans la société. (...)

Voter, ce n'est pas encore construire un parti. Mais c'est déjà se rassembler de façon ponctuelle derrière un drapeau. Et, d'élection en élection, de mouvement de grève en manifestation, cela participe de la construction du parti. Alors, votez et entraînez les gens autour de vous pour faire entendre le camp des travailleurs, et aidez-nous à construire ce parti qui manque aujourd'hui à la classe ouvrière.

Mars 1947 : la répression sanglante de l'insurrection malgache

Dans la nuit du 29 au 30 mars 1947, une insurrection contre la présence française éclatait à Madagascar. Plusieurs camps militaires étaient attaqués, dont celui de Moramanga, où il y eut 22 morts. Une guerre coloniale commençait, qui devait durer jusqu'en octobre 1948. Il fallut vingt mois pour vaincre l'insurrection malgache ; la répression et ses suites firent des centaines de milliers de morts.

Pendant près de cinquante ans, l'État français ne reconnut même pas cette guerre coloniale. Ce n'est qu'en 2005 que Chirac, en visite à Madagascar, admit « *les périodes sombres* », « *le travail forcé* », et « *une dérive coloniale* ». Une description encore bien loin de la réalité.

La conquête et l'exploitation coloniale

La République française avait eu bien du mal à vaincre la résistance des Malgaches pour aboutir à faire de l'île un protectorat en 1896. Le général Gallieni avait été chargé de réduire la rébellion. Une exploitation sauvage se mit alors en place. L'esclavage était interdit, mais le travail forcé le remplaça. En 1904, le Code de l'indigénat était édicté. Il imposait des réquisitions, des impôts, interdisait de circuler la nuit, etc. En 1909, une infime minorité de Malgaches accordait à la citoyenneté.

Lors de la Première Guerre mondiale, 21 000 Malgaches furent envoyés sous les drapeaux, tandis que de fortes contributions en impôts et en produits agricoles étaient

versées à l'État français.

En 1919, devant le développement des mouvements nationalistes et les tensions de plus en plus fortes, le gouvernement français prit quelques mesures dérisoires, comme l'autorisation d'entrer au lycée ou l'exemption des charges de l'indigénat pour les femmes. Mais le travail forcé et les corvées continuaient. En 1926, l'administration coloniale mit en place le Smotig (Service de main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt général), un service militaire obligatoire de trois ans. Les hommes qui y participaient furent désignés par la population comme les « soldats de la boue ».

La révolte continuait à couvrir au sein de la population. En mai 1929, une grande manifestation eut lieu pour la naturalisation, la liberté. En 1936, la seule concession du gouvernement français de Front populaire fut de supprimer le travail forcé pour les travaux publics et d'abroger le délit de presse.

De la Deuxième Guerre mondiale à l'insurrection

Le déclenchement de la

Deuxième Guerre mondiale entraîna une nouvelle dégradation importante de la situation à Madagascar. En juin 1940, non seulement 34 000 soldats malgaches furent envoyés au front, suivis de 70 000 autres, mais les contraintes imposées par le Code de l'indigénat furent renforcées : les récoltes furent réquisitionnées, des jours de travail gratuit imposés, la population sommée de fournir du caoutchouc.

Suite à un accord avec les forces anglaises, Madagascar passa en 1942 aux mains de la France libre de de Gaulle. L'île connut des heures terribles et, pendant l'hiver 1943-44, une partie de la population fut touchée par la famine, en conséquence des réquisitions, taxes et impôts, et du travail forcé.

À la fin de la guerre, l'État français, affaibli, chercha à maintenir coûte que coûte son empire colonial, rebaptisé Union française, bien que de Gaulle eût laissé espérer la possibilité de l'autodétermination à ceux qui rejoindraient son camp. En Asie, l'État français, qui avait été chassé et remplacé par l'impérialisme japonais, tenta de reprendre pied. En Indochine, la population s'insurgea et la guerre commença. À Sétif, en Algérie, en 1945, une manifestation indépendantiste fut écrasée dans le sang.

À Madagascar, le MDRM (Mouvement démocratique pour la rénovation malgache), regroupant les milieux intellectuels et aisés



Prisonniers malgaches.

des Malgaches, réclamait l'indépendance au sein de l'Union française. Malgré les pressions de l'administration française pour favoriser les partis malgaches qui lui étaient inféodés, comme le PADESM (Parti des déshérités malgaches), le MDRM remporta les élections de députés de 1946. Les autorités françaises refusèrent d'accepter ce résultat. Une date d'insurrection circula, indépendamment du MDRM qui y était opposé.

Le 29 mars 1947, les insurgés attaquèrent des postes de police, des garnisons et appelèrent la population à les rejoindre. Jusqu'en juillet 1947, la rébellion s'étendit et les autorités françaises perdirent le contrôle de deux zones, l'une au nord et l'autre au sud, qui passèrent aux mains de l'insurrection.

Une répression féroce

L'état de siège fut proclamé. La population européenne forma des milices armées, même si, dans les régions soumises aux insurgés, elle paya pour s'assurer leur clémence. La rébellion, dirigée par des hommes appartenant à des fractions secrètes, le PA.NA.MA (Parti nationaliste malgache) et les JNA (Jeunesses nationalistes malgaches), était mal armée, mais elle était portée par la détermination de la population.

La répression s'abattit. Il

y eut des arrestations massives, des exécutions sommaires, des villages incendiés. Les troupes françaises allèrent jusqu'à larguer des prisonniers vivants, depuis des hélicoptères, au-dessus des villages rebelles. Les députés du MDRM furent arrêtés et torturés.

Pour mater la révolte, le gouvernement français dut envoyer 18 000 hommes. La guerre avait commencé alors que le Parti socialiste SFIO et le PCF participaient au gouvernement. Mais la répression sauvage contre les Malgaches, pas plus que celle de la manifestation de Sétif en Algérie en 1945 ou les débuts de la guerre d'Indochine, en 1946, n'amena les ministres communistes à rompre la solidarité gouvernementale. Fidèles aux intérêts de l'impérialisme français, ils gardèrent cette position après leur départ du gouvernement, en avril 1947. Les députés du PCF se contentèrent de protester contre l'arrestation des députés malgaches.

Il fallut attendre 1958 pour que Madagascar acquière une certaine autonomie. Elle devint République malgache au sein de la communauté française, avant d'être indépendante le 20 juin 1960, dans des conditions de pauvreté qui témoignent, encore aujourd'hui, des séquelles du colonialisme français.

Inès Rabah

Île de La Réunion : Macron n'aime que les patrons

Macron, candidat ni de droite ni de gauche à l'élection présidentielle, est venu à La Réunion le week-end des 25 et 26 mars.

Bains de foule sur les marchés forains de Saint-Leu et du Chaudron, meeting interactif avec le public... Macron venait récolter des voix, en l'occurrence celles des classes populaires, aidé en cela par le député-maire Modem de Saint-Leu, Thierry Robert, et le maire PS de Saint-Denis, Gilbert Annette,

qui tous deux ont joué les rabatteurs de foule et les chauffeurs de salle.

Alors que le premier est convaincu que Macron « *met La Réunion en première* », le second a qualifié la venue du candidat d'historique. Pour Annette, Macron n'est plus seulement le mieux placé pour battre Le Pen, mais il est aussi le

« *candidat du travail* ». Mais « *travail* » est bien différent de « *travailleurs* ». Si Macron a parlé du travail, c'est du point de vue des patrons.

Il l'a d'ailleurs bien montré lorsque, déjeunant avec les patrons réunionnais, il leur a proposé un menu qui leur convient. Macron veut « *libérer le travail avec plus de simplifications* ». Il souhaite aller au-delà de la loi qui porte son nom, de la loi Rebsamen ou

encore de la loi El Khomri. Dans la même veine, Macron voudrait réviser la Constitution afin de donner « *plus de souplesse* » administrative à La Réunion, en transférant des compétences réglementaires aux collectivités pour adapter les lois ou d'autres mesures en faveur de capitalistes.

Macron prétend ne pas être venu pour parler de subventions, mais il propose les mêmes recettes consistant à baisser les

impôts et les charges des entreprises. Macron jure aux industriels de la canne et du sucre, en l'occurrence le groupe Tereos, qu'il tiendra les engagements pour l'octroi de 38 millions.

À l'adresse de la population, Macron dit aussi qu'il n'est pas le père Noël.

Il promet des cadeaux aux plus riches et l'austérité aux classes populaires. Il est En marche dans les pas de la bourgeoisie.

Émile Grondin

États-Unis : Trump paralysé par son propre camp

La loi sur l'assurance médicale a été la cible principale des attaques des Républicains depuis qu'Obama y a apposé sa signature, il y a sept ans. Pendant sa campagne, Trump a pu faire assaut de démagogie en promettant qu'une de ses toutes premières mesures serait d'abroger cette loi et de la remplacer par une loi couvrant mieux la population pour un moindre coût.

La loi surnommée Obamacare, qui oblige sous peine d'amende à souscrire une assurance médicale auprès des compagnies d'assurance privées, a laissé 27 millions de personnes sans couverture médicale et n'a couvert que partiellement ceux qui s'étaient assurés, pour un prix pourtant de plus en plus exorbitant au fil des années et pour le plus grand profit des compagnies d'assurance.

Mais le projet de loi que Trump a présenté à la Chambre des représentants ne correspondait pas à ses fanfaronnades de campagne, puisqu'il aurait exclu 18 millions de personnes supplémentaires de toute couverture maladie

dès l'an prochain. Le projet de loi limitait les sommes que l'État fédéral paie pour aider les États à étendre Medicaid, la couverture médicale des plus pauvres, qui a bénéficié à 12 millions de personnes. De même, le projet mettait fin aux subventions de l'État fédéral pour aider les particuliers à payer des primes d'assurance bien trop élevées. Les amendes payées à l'État pour défaut d'assurance médicale devaient être supprimées et remplacées par la possibilité offerte aux compagnies d'assurance de majorer les primes de 30 % pour des personnes nouvellement assurées ou qui ne l'auraient pas été pendant plus de deux mois. Quant

aux personnes âgées, les compagnies d'assurance auraient eu le droit de les faire payer cinq fois plus que les jeunes, au lieu de trois fois plus actuellement.

C'est dire que le Trumpcare aurait été une attaque en règle contre la couverture médicale de la population, qui est pourtant déjà l'une des plus chères et des moins efficaces de tous les pays développés.

Mais le problème pour Trump est que les républicains, qui depuis sept ans n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un nouveau projet, ont continué à se diviser sur son propre projet. Un certain nombre d'élus, en particulier les gouverneurs qui avaient accepté d'étendre Medicaid, craignaient la colère de leurs électeurs s'ils se retrouvaient sans couverture médicale. D'autres, au contraire, voulaient aller encore plus loin dans la suppression des contraintes imposées aux compagnies d'assurance, en éliminant

toutes les exigences minimum en matière de couverture médicale inscrites dans l'Obamacare, en mettant en option dans les polices d'assurance les soins préventifs, l'hospitalisation, les accouchements, les médicaments, la rééducation, les bilans de santé, pour un coût évidemment plus important. Certains auraient même voulu que, pour avoir droit à Medicaid, un travail soit exigé des personnes valides.

Mettre les républicains d'accord s'est révélé mission impossible pour Trump : toute concession à leur extrême droite suscitait immédiatement l'opposition des plus modérés et, malgré tous ses efforts, faits de flatteries, promesses et menaces, la Chambre des représentants n'a pu s'assurer d'une majorité pour voter le projet de loi. Trump a finalement préféré le retirer avant de le soumettre au vote.

Après que des juges ont bloqué par deux fois ses

décrets sur l'entrée des étrangers aux États-Unis, c'est le Parlement, où les Républicains sont majoritaires, qui refuse de voter son projet de loi.

L'Obamacare va rester en place, mais cela n'empêchera pas la couverture médicale de la population de se dégrader. Les compagnies d'assurance relèvent régulièrement le montant des primes tout en augmentant ce qui reste à la charge des assurés. Les entreprises s'exonèrent de plus en plus de l'obligation d'assurer leurs salariés. Quant au gouvernement Trump, il va chercher tous les moyens de réduire les subventions fédérales, pour mettre en place les énormes réductions d'impôts qu'il a promises aux plus riches. C'est dire que la population laborieuse doit se préparer à riposter aux attaques multiples à l'ordre du jour.

Dominique Chablis

Russie : la corruption au pouvoir

Le 26 mars, un peu partout en Russie, des manifestants ont dénoncé les corrompus au pouvoir. À Moscou et Saint-Pétersbourg, ils étaient des dizaines de milliers, dont de nombreux lycéens et étudiants. À leur habitude, les policiers ont joué de la matraque et il y a eu un millier d'arrestations, dont celle de l'organisateur de la protestation, Andreï Navalny, condamné aussitôt à 15 jours de rétention administrative.

Le pouvoir a réprimé ce qu'il qualifie de provocation. Mais cela n'empêchera pas le président Poutine et son Premier ministre de lancer bientôt une énième campagne officielle de dénonciation... de la corruption. C'est qu'approche la présidentielle de 2018, pour laquelle Navalny a fait acte de candidature face à Poutine. Et parler de lutte contre la corruption est un rituel obligé pour tous les politiciens, même les plus corrompus, quand on évalue en milliards de dollars les pots-de-vin qu'exigent chaque année les membres de l'appareil d'État.

En Russie, il faut graisser des pattes pour tout : pour se faire hospitaliser ou s'inscrire au lycée, à l'université ; pour ne pas aller à l'armée ou obtenir un permis de conduire ; pour avoir gain de cause au tribunal, même quand on est innocent ; pour que la police ne ferme pas la

boutique d'un petit commerçant, que la mairie ou un ministère autorise une entreprise à fonctionner...

Pour sûr, le slogan qui dénonçait le « parti des voyous et des voleurs » lors des manifestations anti-Poutine de 2011-2012 reflète ce que pense et subit une grande partie de la population. Comme cet autre, repris le 26 mars : « *Le pouvoir doit appartenir aux millions (de gens de ce pays), pas les millions (de dollars) aux gens du pouvoir.* »

Les jeunes, qui n'ont connu que la corruption en grand et l'affairisme à tous les niveaux du pouvoir sous Poutine, se mobilisent contre ce régime malgré la répression, et c'est une bonne chose. Cela ne doit pas empêcher de voir ce qu'est Navalny, lui qui prétend qu'il suffit de mettre de « bons » fonctionnaires à la place des corrompus pour que tout change, ou des dirigeants libéraux



Manifestation à Saint-Pétersbourg, le 26 mars.

qui aident les « entrepreneurs honnêtes » au lieu de les racketter.

C'est d'abord aux membres des professions libérales, aux commerçants, aux affairistes, que Navalny s'adresse. Nombreuse à Moscou, cette petite bourgeoisie a fourni le gros des troupes de la contestation anti-Poutine en 2011-2012, et permis à Navalny d'obtenir 27 % des voix aux municipales de 2013. Comme la génération ayant vécu la chute de l'Union soviétique, celle des petits bourgeois actuels court toujours après un capitalisme qui lui permette

de s'enrichir sans que les gens du pouvoir se servent avant eux.

À Saint-Pétersbourg, des manifestants criaient : « *Pour la démocratie, sans les oligarques* », ces protégés de la haute bureaucratie enrichis dans le pillage de l'économie jusqu'alors étatisée. Cela ne fait pas pour autant de Navalny un ennemi du système. Il a certes été sept fois condamné pour avoir défié Poutine, y gagnant l'image d'opposant numéro un. Mais il n'a cessé d'attiser les préjugés racistes, de s'afficher monarchiste, habitué de la très nationaliste Marche

russe. En 2013, il a lancé une pétition contre la venue de citoyens d'autres républiques ex-soviétiques, en prétendant que « *50 % des délits graves sont commis par des migrants* ».

Depuis, Navalny déclare que, si Poutine s'engage à organiser des élections non manipulées, il faudra lui accorder l'immunité. C'est dans la continuité des « voyous et des voleurs » au pouvoir. Car, fin 1999, afin de succéder à un Eltsine vomit pour sa rapacité et celle de son entourage, Poutine leur avait octroyé une totale impunité.

Pierre Laffitte

Hôpital psychiatrique de Saint-Égrève : le personnel refuse le plan de la direction

Manque de personnel et diminution du nombre de lits, malgré les besoins : depuis des années, les conditions de travail et d'accueil des malades s'aggravent dans tous les hôpitaux psychiatriques. Celui de Saint-Égrève, dans la banlieue de Grenoble, n'échappe pas à cette dégradation.

Quand la direction a annoncé un plan de modification des horaires de travail, la colère a éclaté parmi les 1 500 salariés de l'hôpital. Ce plan consiste à réduire de trente minutes le temps de travail quotidien, en diminuant celui consacré aux transmissions entre professionnels, dans le but de supprimer treize jours de récupération par an. Il

s'y ajoute une diminution de deux agents par unité et la fermeture d'unités pendant les congés scolaires afin de réaffecter le personnel sur d'autres. Dans un hôpital rempli à 100 %, cela signifie la quasi-impossibilité d'accueillir des patients en urgence... à moins d'en mettre d'autres dehors !

À l'appel de la CGT, plusieurs débrayages ont eu

lieu les 14, 23 et 27 mars. Près de 300 personnes, des infirmières, des aides-soignantes, des ASH (qui s'occupent de l'entretien et de l'hygiène des locaux), ainsi que des personnels administratifs et techniques, en colère, se sont retrouvés devant l'hôpital et dans les étages, dans une ambiance de casseroles, pour dire non à la direction.

Pour le moment celle-ci, aux ordres du ministère et d'un gouvernement aux ordres des financiers, fait la sourde oreille. Mais les hospitaliers n'ont pas dit leur dernier mot.

Correspondant LO

Candia - Gerzat : les grévistes font reculer la direction

Le 20 mars, les travailleurs de chez Candia (groupe Sodial) à Gerzat, dans le Puy-de-Dôme, en étaient à leur 18^e jour de grève, quand enfin la direction centrale du groupe acceptait d'ouvrir des négociations.

Une délégation de quatre travailleurs s'était rendue au siège, à Paris, pour demander de récupérer les 50 euros par mois perdus lors de la fusion de leur usine Beuralia avec Candia en 2015. Deux jours plus tard, les travailleurs attendaient toujours la réponse : à l'évidence, la direction comptait sur l'épuisement, ou tentait la division en proposant de discuter cas par cas, ce qu'ils refusaient.

Puis, les 23 et 24 mars, les DRH daignaient se déplacer à l'usine, mais les heures des entrevues étaient systématiquement reculées, comme pour jouer avec les nerfs des grévistes qui maintenaient leur piquet de grève, se relayant nuit et jour, toujours nombreux, sous la structure prêtée par l'UD-CGT. Leur détermination était aussi renforcée par la solidarité financière et matérielle de la part d'autres travailleurs venus les soutenir.

En fin de semaine, la direction leur envoyait un



courrier rédigé comme un accord de fin de conflit : en échange d'une reprise du travail le lundi 27, elle proposait une prime de 10 euros brut.

Des ouvriers présents au piquet de grève ont alors décidé de se rendre directement au bureau des négociations, dans l'usine, pour dire leur fait aux directeurs. Ceux-ci, craignant sans doute d'être pris en otages, s'éclipsèrent rapidement. Les grévistes en furent confortés pour maintenir leur piquet pendant le week-end, continuant la grève le lundi 27 mars.

Une quatrième semaine de grève commençait. La présence au piquet, dès le matin, de nombreux militants de la CGT d'autres entreprises et des unions locales renforça les

grévistes, qui apprirent la reprise de la négociation, avec un médiateur, dans l'après-midi à la Direccte de Clermont-Ferrand.

Les travailleurs tenaient à un recul de la direction et espéraient obtenir gain de cause avec l'inspecteur du travail présent. Il leur fallut démontrer pour la énième fois le vol sur leur salaire depuis deux ans, avant que la direction lâche finalement 20 euros d'augmentation, indexés sur le tarif horaire, et accorde le paiement des trois derniers jours de grève, sur les 25 que les travailleurs ont dû faire.

La direction leur avait promis la défaite, eh bien c'est une victoire pour les travailleurs, même si elle est surtout morale.

Correspondant LO

Renault - Flins : contre la baisse des salaires organisée

À l'usine Renault de Flins dans les Yvelines, depuis quelques semaines, les travailleurs intérimaires qui, au nombre de 2 000, constituent bien plus de la moitié des travailleurs de production, expriment leur mécontentement au sujet des coefficients et des salaires.

À plusieurs reprises, récemment, plusieurs dizaines d'intérimaires se sont rassemblés sur le parking des bus de l'usine, à côté des bureaux des agences d'intérim. En effet, concernant les caristes intérimaires, la direction a décidé de ne les reprendre, après leur tiers temps (l'arrêt légal de mission), qu'au coefficient 170 au lieu du 180 auparavant, donc avec un salaire plus bas qu'à la fin de leur mission précédente.

Les autres salariés intérimaires affectés à la production, majoritairement sur les chaînes, sont pris au coefficient 165, le plus bas de l'usine, et peuvent espérer au mieux passer au bout de six mois au 170, quand ils ne sont pas oubliés. À chaque nouvelle mission, ils reviennent au coefficient 165, quelques centimes au-dessus du smic horaire, même si Renault les dispense de formation puisqu'ils connaissent déjà les postes. Ils ont donc décidé de faire circuler une pétition exigeant qu'aucun

salarié intérimaire ne soit pris en dessous du coefficient 180, soit à peine plus de 1 300 euros, ce qui est déjà totalement insuffisant.

De plus, les travailleurs intérimaires doivent souvent se battre pour que leurs fréquentes et quasiment inévitables heures supplémentaires soient payées. Ils ont l'impression que tout concourt, Renault comme les sociétés d'intérim, à oublier de les noter et de les payer.

La direction a essayé d'endiguer le mécontentement en faisant de vagues promesses dans une de ses publications. Elle a même osé proposer en cadeau des places de cinéma, pour la prétendue intégration des intérimaires dans le processus de fabrication ! Mais elle n'a pas proposé de prendre sur les 3,5 milliards de profits de Renault en 2016, en hausse de 20 %, grâce à l'intensification de l'exploitation de l'ensemble des travailleurs, embauchés et intérimaires. Ils sont réservés aux actionnaires.

Correspondant LO

Boutiques Mim : licenciements avalisés

Mardi 28 mars, les salariés des boutiques de prêt-à-porter féminin Mim ont manifesté devant le siège de l'entreprise à Thiais dans le Val-de-Marne.

Le tribunal de commerce de Bobigny a avalisé le plan de reprise le plus défavorable, avec 800 licenciements sur 1 078 salariés, sans compter les 400 CDD présents en moyenne tous les mois et indispensables à l'ouverture des magasins. Selon ce plan de reprise, il resterait 71 boutiques sur les 270 du groupe.

Cette chaîne de magasins a changé à plusieurs reprises de propriétaire. Le dernier d'entre eux, actionnaire principal depuis 2014, la société

hongkongaise Main Asia Ltd, estime perdre trop d'argent et justifie ainsi son plan. Les salariés soupçonnent le groupe de s'être entendu avec le fournisseur principal pour vider les caisses de l'entreprise à leur profit. Ils dénoncent aussi la hausse des tarifs des articles, le fait que, les magasins se vidant, il y a de moins en moins de modèles à vendre.

Les emplois devraient être maintenus, quitte à prendre sur les profits du groupe. Les salariés ne doivent pas faire les frais des manœuvres de capitalistes qui s'enrichissent en dépeçant les entreprises qu'ils rachètent.

Inès Rabah

Réseau de transport d'électricité : référendum scélérat

La direction de RTE (Réseau de transport d'électricité, filiale d'EDF) organise à la fin du mois de mars un référendum parmi une partie du personnel concernant les interventions sur les chantiers dits contraints.

Il s'agit des interventions lorsqu'il y a urgence et qu'il faut faire des réparations sur des lignes, en cas de tempête par exemple. Jusqu'à présent, il n'y a pas eu de problème : les chantiers se sont faits sans encombre et les travailleurs se présentent au volontariat.

Mais justement, c'est un des éléments que la direction voudrait changer, en imposant des ordres de mission obligatoires et en supprimant le volontariat, parmi d'autres mesures au détriment des salariés.

Là-dessus, les choses paraissent claires et la CGT, majoritaire à 58%, refusait ce prétendu accord, contrairement à la CFDT et la CFE-CGC. Mais un dispositif de la loi El Khomri permet maintenant d'organiser un référendum dans une entreprise dès lors que des syndicats minoritaires,

mais représentant au moins 30% du personnel, y sont favorables. Or la CFDT et la CFE-CGC ont ensemble 34,37% des suffrages et ont demandé un référendum.

Ce n'est donc pas particulièrement démocratique, mais c'est même bien pire, car les chantiers dits contraints concernent en général environ 2 000 salariés, et plus de 4 000 personnes seraient consultées. RTE demandera donc à des travailleurs non directement concernés de se prononcer pour les autres.

La direction estime que ce référendum est un outil supplémentaire pour le dialogue social. En fait, c'est la première consultation de ce type permise par la loi travail. Un début en fanfare, qui montre quels reculs scélérats permet la loi El Khomri.

Correspondant LO

Bus Mobicité – Saint-Quentin-en-Yvelines : les salaires à l'arrêt, les bus aussi

Depuis le 27 mars, un quart des 58 chauffeurs de la compagnie de bus Mobicité, dans la région de Saint-Quentin-en-Yvelines, sont en grève contre des salaires insuffisants et des conditions de travail pénibles. Ils réclament au minimum 1 700 euros net.

Dans la nuit du 27 au 28 mars, les grévistes ont occupé le dépôt de Trappes, pour empêcher la direction de tenter de faire sortir les bus. Mobicité a cependant tenté de briser le mouvement en faisant appel à des chauffeurs intérimaires ou à des salariés d'un autre dépôt, mais les grévistes

ont tenu bon. Le patron a même fait appel à une autre compagnie, la Savac, pour assurer les lignes 414 et 466, mais certains de ses chauffeurs se sont montrés solidaires de leurs camarades grévistes et ont laissé leurs véhicules à l'arrêt.

Les chauffeurs grévistes devaient voir leur nombre augmenter dans la soirée du deuxième jour de grève, tant leurs revendications sont partagées. Ils ont aussi reçu des témoignages de soutien d'autres travailleurs de cette importante zone d'activités.

Mobicité est une filiale de la RATP Dev, elle-même

la plus grosse filiale de la RATP. Avec ses 171 millions de bénéfice en 2016, qui suivaient les 437 millions de 2015, l'entreprise a largement de quoi verser des salaires décentes aux chauffeurs des bus qui transportent, chaque jour, des dizaines de milliers de travailleurs qui vont fabriquer les profits de toutes les sociétés du secteur. Et quand bien même la RATP serait en déficit, ce serait au patronat de compenser, lui qui refuse à cor et à cris de voir augmenter la maigre taxe, le versement transport (VT), qu'il doit à la région.

Correspondant LO

La Poste – Le Havre : pas un bureau ne doit fermer !

Mardi 21 mars, profitant d'un appel national des syndicats, des postiers du Havre se sont rassemblés devant le bureau de poste rue Gustave-Brindeau, dans le quartier de l'Eure. Ce bureau, qui est dans un quartier populaire et un peu éloigné du centre-ville, est menacé de fermeture.

Une pétition a été lancée.

La direction de La Poste se conduit comme un patron privé qui réclame plus de rentabilité, alors que dans les bureaux de ce quartier, certains jours, les files d'attente s'allongent et le ton monte. C'est le cas dans beaucoup de bureaux des quartiers

populaires, puisque c'est souvent le seul endroit où l'on peut toucher les mandats et les allocations. Le simple bon sens réclamerait qu'au contraire on ouvre davantage les petits bureaux de proximité et que l'on y embauche du personnel.

Correspondant LO

SNCF Paris Saint-Lazare : contre la répression

La répression patronale et antisyndicale bat son plein à la SNCF.

Le 15 mars, des centaines de cheminots rendaient hommage à Édouard, le militant syndical qui s'est récemment suicidé, victime d'un harcèlement ininterrompu de la SNCF depuis plusieurs années.

Le même jour, la direction annonçait à Nathalie, autre militante Sud-Rail et élue au CHSCT, son

intention de la radier des cadres, en clair de la licencier. On lui reproche d'avoir « été trouvée devant le poste de travail de sa chef, la souris à la main » !

Mercredi 29 mars, ce sont deux militants de Force ouvrière qui sont convoqués à un conseil de discipline.

Derrière ces militants, la direction vise en réalité tous les cheminots. Elle tente d'intimider, de

réprimer tous ceux qui refusent la dégradation des horaires, des conditions de travail, les suppressions d'effectifs, les menaces de privatisation.

Un rassemblement de soutien à ces camarades et contre la répression patronale était appelé mercredi 29 mars à 12 h 30 cour de Rome, à la gare Saint-Lazare, par l'ensemble des syndicats.

Correspondant LO



Rassemblement pour Édouard.

Suicide au travail : censure sur France Inter

Les médias ne parlent quasiment jamais des morts au travail, pourtant quotidiens, par accident ou suicide, et encore moins de la responsabilité patronale. Une fois n'est pas coutume, une chronique de deux minutes et demie l'a évoquée... mais elle a été immédiatement censurée !

« Édouard ou la mort d'un cheminot », c'était le titre d'un billet émouvant et révolté de la comédienne et humoriste Audrey Vernon sur France Inter le 17 mars. Elle rendait tout d'abord hommage à ce militant : « Il avait 42 ans. Il

était syndicaliste et harcelé par sa direction. Il n'avait plus de poste, allait être muté et sanctionné, il avait fait un truc très grave, il avait "soutenu le regard" (...) Vous allez me dire peut-être qu'il abusait aussi, qu'il se battait pour un

jet, une piscine à bulles et un salaire de PDG... Même pas ! Il se battait juste pour que les temps d'habillage et de déshabillage soient comptés dans le temps de travail... comme les strip-teaseuses. »

Mais elle dénonçait aussi sans détour la responsabilité des patrons d'entreprises publiques : « Ça va pas la tête ! (...) Les dirigeants des entreprises publiques, en ce moment, ils ne font pas gaffe aux travailleurs. Leur objectif, à la

SNCF, La Poste ou l'hôpital, c'est plus de faire rouler les trains, envoyer des lettres ou soigner des gens. Non, leur objectif c'est d'être rentables comme une entreprise privée. »

Elle concluait par ces mots : « Je voudrais dire aux infirmières, aux cheminots et aux postiers que je ne sais ni conduire un train, ni faire un garrot, que je suis nulle en vélo. C'est vous qui faites tourner le monde. S'il vous plaît, continuez, arrêtez de vous suicider ! »

Immédiatement, la SNCF a demandé à France Inter de retirer la chronique incriminée de son site Internet, empêchant sa réécoute. La radio s'est prestement exécutée et, en lieu et place de la chronique, figurait le bandeau surréaliste : « La chronique s'est perdue dans les tuyaux de la Maison de la Radio ».

France Inter avait comme slogan : « Écoutez la différence ». C'est plutôt : « Écoutez la déférence » !

Christian Bernac

Finances publiques – Paris : victoire des grévistes de Novasol

Lors du renouvellement du marché public en janvier 2017, une société retenue pour le nettoyage dans le centre des Finances publiques du 11^e arrondissement de Paris, Novasol, n'a pas voulu reprendre une des sept salariées du ménage, sous prétexte d'absence de papiers en règle.

Le 20 février, ses six collègues, après avoir prévenu le patron, se sont mis en grève pour obtenir sa réintégration. Après des rassemblements tous les soirs devant le centre des Finances publiques du 11^e arrondissement, après un rassemblement à la direction régionale des Finances publiques de Paris, rue Réaumur, avec des salariés non grévistes des autres centres des Finances de Paris et

leurs soutiens, les grévistes du 11^e ont appelé leurs collègues des autres centres employés par Novasol, VDS et ISS à les rejoindre une journée dans la grève.

Le 14 mars, avec des militants CGT de Paris, ils se sont retrouvés à une trentaine à manifester devant le siège de Novasol à Saclay, dans l'Essonne. Le jour de la grève et du rassemblement au siège, une négociation s'est faite sous la

pression. Les grévistes ont obtenu la réintégration de cette travailleuse avec toute sa rémunération et son ancienneté, mais sur un autre lieu, avec l'engagement de son retour dès qu'un salarié travaillant aux Finances publiques partirait en retraite.

Depuis, une autre société, VDS, a refusé de reprendre un salarié parti au pays en congé sans solde. Les travailleurs s'organisent pour la mettre en échec. La direction générale des Finances publiques et le ministère des Finances sont responsables des attaques des sociétés de nettoyage contre les salariés. Ainsi, sur Paris, elle économise, en passant



par les sociétés prestataires, 178 000 euros par rapport au précédent marché conclu avec la société TFN.

À trop tirer sur la corde,

la colère éclate et la grève est le moyen le plus sûr de mettre en échec les attaques patronales.

Correspondant LO

Cité administrative – Toulouse : vive la lutte du personnel de nettoyage !

En grève depuis le 10 mars, les employés du ménage (majoritairement des femmes) de la cité administrative de Toulouse protestent contre la dégradation scandaleuse de leurs conditions de travail. Chaque jour, à 16 heures, ils se retrouvent devant l'entrée.

Depuis le début de l'année, où la société ISS a repris le marché, ils ne sont plus qu'une dizaine d'agents, car les malades ne sont pas remplacés, plus un machiniste pour entretenir les nombreux bureaux, sanitaires et couloirs de la cité administrative qui compte près d'un millier de salariés et qui, en plus, reçoit du public. Auparavant ils étaient 19 et, dans les années 1990, ils étaient près de 40, dont plusieurs machinistes.

C'est ainsi qu'aujourd'hui un travailleur doit vider les corbeilles des bureaux de trois bâtiments sur quatre étages en quatre heures, alors qu'auparavant il ne devait faire que les rez-de-chaussée. Une autre travailleuse se retrouve avec près de 150 bureaux, 19 toilettes et trois douches à faire en quatre heures, sans compter les parties communes, les ascenseurs. C'est tout bonnement infaisable. Et tout cela pour un salaire de l'ordre

de 700 euros, qui ne leur permet pas de vivre, loin de là ! Les contrats ne sont que de 20 heures par mois.

Écrasés par le travail, méprisés par leur patron qui les désigne sous le terme « ces gens-là », harcelés par les chefs, en particulier après le départ des employés de la cité administrative, fatigués, à bout, ils se battent pour défendre leur dignité de travailleurs : « On n'est pas des esclaves ». Ils demandent à revenir à la situation qui existait avec leur ancien patron et à bénéficier, pour les salaires, d'au moins un échelon de plus.

Au bout de deux semaines de grève et grâce au soutien des employés de la cité administrative

qui ont massivement signé une pétition et participé à plusieurs rassemblements de soutien, leur patron a accepté de négocier. Pour l'instant, il a reculé sur les embauches. Il s'est engagé à revenir à 18 salariés mais sans préciser le temps de travail des nouveaux embauchés, ni si ce sont des CDI ou des CDD. Il a aussi reculé sur l'échelon, ce qui correspond à une hausse de salaire de 4 centimes d'euro de l'heure. Ce n'est pas ça qui mettra ISS sur la paille ! Quant à la remise à niveau de leurs salaires, c'est non et, pour les jours de grève, il refuse de les payer et même d'accepter un étalement.

Ces travailleurs continuent donc leur

mouvement, toujours soutenus par de nombreux travailleurs de la cité administrative. ISS, qui est le quatrième employeur privé mondial dans le marché des services, avec 500 000 salariés, et qui vient d'obtenir le marché de la plupart des bâtiments publics de Toulouse, a réalisé un bénéfice net de 2 220 millions de couronnes danoises, soit 300 millions d'euros, en 2016. Il a décidé d'augmenter de 4 % le dividende servi aux actionnaires. Ce géant a les moyens de satisfaire les revendications.

Les conditions de travail, les salaires de ces travailleurs doivent passer avant les intérêts des actionnaires.

Correspondant LO

Angers : portion congrue pour les agents

Mardi 21 mars, 150 travailleurs territoriaux, employés soit à la ville d'Angers soit à l'agglomération Angers-Loire-Métropole (ALM), ont manifesté sur le parvis de la mairie pour faire entendre leur mécontentement.

Les agents en ont assez des départs en retraite et des arrêts maladie non remplacés, du gel des effectifs, du recours aux contrats précaires, des missions basculées vers le secteur privé. Centre communal d'action sociale (CCAS), assainissement, propreté publique, bâtiment, les grévistes venaient de tous les horizons, tant les problèmes se ressemblent d'un service à l'autre. Le manque d'effectifs a en effet partout pour conséquence une

surcharge de travail pour les agents.

Aux sports et loisirs, 18 contrats à durée déterminée vont bientôt arriver à terme, sans être renouvelés. Ce sera la galère, évidemment, pour les travailleurs qui vont du jour au lendemain se retrouver sans emploi, mais la galère aussi pour ceux qui resteront : on imagine les journées des gardiens, quand il va falloir courir de salle en salle ou de stade en stade. La pénurie du personnel est

déjà le quotidien des aides-soignantes dans les Ehpad. À la manifestation, elles étaient particulièrement visibles, avec leurs pancartes « Aides-soignantes en colère ! » Le sous-effectif sur leur lieu de travail est source de souffrance, pas seulement pour elles, mais pour les personnes âgées dont elle s'occupent, avec des moyens de moins en moins suffisants, ce qui aboutit à une véritable maltraitance institutionnelle.

Le pire dans tout cela est que, pendant que les uns croulent sous le travail, un nombre croissant d'agents sont mis sur la touche. Près de 300 salariés sont en attente de reclassement,

suite à une maladie professionnelle ou un accident de travail, soit presque 10 % des agents employés à la ville (3 000) et à l'agglomération (300). Mais la ville ne fait rien pour leur trouver des postes adaptés. Et être reclassé sur un poste qui ne convient pas, c'est l'assurance d'être... recasé. L'attente de reclassement finit souvent par une déclaration d'inaptitude et par l'officialisation de l'invalidité, car c'est un moyen pour la ville de supprimer des postes, et donc de faire des économies. Ce genre de calcul est indigne.

Béchu, le maire LR d'Angers et président d'ALM, se cache derrière le fait qu'il

n'a pas de marge. Les gouvernements successifs, il est vrai, n'ont eu de cesse de baisser la dotation de l'État aux collectivités territoriales. Mais Béchu sait toujours trouver de l'argent pour subventionner le patronat, acheter des caméras de vidéo-surveillance ou des Tasers... Et puis l'argent public, à coups de CICE et de pacte de responsabilité, coule à flots vers les poches du grand patronat. Alors, les travailleurs territoriaux ont raison de réclamer que cet argent revienne vers les services publics et ceux qui les font fonctionner.

Correspondant LO

Comités d'usines, soviets, le pouvoir ouvrier

En avril 1917, un peu plus d'un mois après la victoire de la révolution à Petrograd et l'abdication de Nicolas II, les travailleurs s'organisent de plus en plus indépendamment du gouvernement provisoire, et bien souvent contre la volonté de celui-ci. Des comités sont élus au niveau des ateliers, des usines, des quartiers ouvriers et des villes. Ce sont des lieux de débat où chacun peut s'exprimer et apprendre, mais également des instances de décision où s'affirment la puissance et la conscience de la classe ouvrière.

Un ouvrier rapporte comment le soviet de sa ville, Saratov, située à 850 km au sud-est de Moscou, est mis en place et étend son influence: « Il y a cinq jours que le soviet des députés ouvriers et soldats s'est organisé ici. Mais il semble que plusieurs années se soient écoulées ici. Tout a changé. Les masses se sont organisées dans un élan de spontanéité remarquable. Un travail fébrile règne partout. Les derniers vestiges de ce passé à la fois récent et lointain s'écroulent. On édifie et on construit une nouvelle vie, un nouvel ordre. (...) Le soviet des députés ouvriers s'est organisé en 24 heures. À la première réunion, il y avait déjà des représentants de 49 entreprises, soit 88 personnes. À l'heure actuelle, on peut dire que toutes les entreprises de Saratov sont représentées au soviet: 213 représentants de

79 entreprises. L'influence du soviet ne cesse d'augmenter. (...) Le soviet compte aujourd'hui 44 représentants de soldats. (...)

Peu après, des informations nous sont parvenues, selon lesquelles les paysans des villages environnants étaient en train d'élire leurs députés ouvriers. Des délégués des villes de la région commencent à arriver. Ainsi, en cinq jours, le soviet est devenu une organisation importante, exerçant une influence des plus sérieuses sur la vie environnante et sur les décisions à prendre dans l'intérêt de la révolution. (...) la liberté de parole, de réunion et de presse devient une réalité. Des meetings ont lieu chaque jour dans les théâtres, les salles de conférence, etc. Des tracts ont été distribués aux soldats, à la population, aux ouvriers, avec pour mot d'ordre :



Les ouvriers en armes.

l'Assemblée constituante et la République démocratique. En un instant, des milliers de tracts ont été épuisés. Le journal Izvestia des députés ouvriers est tiré à un grand nombre d'exemplaires. Et le comité exécutif a reçu des demandes de littérature politique de la part de diverses localités de Saratov.»

Une des premières mesures de ces soviets est la constitution d'une milice, dont les anciens fonctionnaires de police sont exclus. Partout, et sans attendre, les travailleurs tentent en effet d'imposer leurs propres décisions et « l'autogouvernement des usines ». Ainsi, dans la fabrique de câbles

de Petrograd, le comité ouvrier est doté des pouvoirs suivants:

« Autoriser les travaux supplémentaires; organiser l'élection des représentants ouvriers aux chambres de conciliation; surveiller les conditions sanitaires de l'usine;

Contrôler l'embauche et le licenciement des ouvriers; établir des rapports avec les ouvriers des autres usines; organiser des réunions;

Défendre les intérêts des ouvriers auprès de l'administration; régler avec l'administration les problèmes des salaires; organiser avec elle des accords sur les questions de congé;

Représenter les travailleurs auprès de l'administration dans toutes les questions d'intérêt général, les ouvriers ne devant pas s'adresser individuellement à elle.»

Un militant ouvrier, récapitulant les revendications des 15 000 mineurs de l'Oural, s'en fait le porte-parole: « Tout en soutenant le gouvernement provisoire, il faut compter avec le fait qu'il est composé de bourgeois. Il ne peut satisfaire les exigences du peuple révolutionnaire que si l'on fait pression sur lui et avec plus de poids. Il faut tout de suite surveiller les écarts de sa politique dans un sens bourgeois.»

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Press Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal mars 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Grande-Bretagne : L'attentat de Londres et le terrorisme des États

L'attentat du 22 mars à Londres, qui a fait quatre morts, était-il réellement un attentat islamiste contre le Parlement britannique, ou bien s'est-il agi d'un acte de désespoir insensé ?

Après des jours de commentaires en boucle à la télévision, concernant une menace terroriste orchestrée de loin par Daech, quoi qu'ait pu prétendre un communiqué de cette organisation, la réalité s'est révélée quelque peu différente. Comme lors des attentats de 2005 et de 2013, l'attaquant était né et avait grandi en Grande-Bretagne, fils d'une mère anglaise et d'un père d'origine antillaise. À part des bagarres à répétition à l'issue de beuveries, qui lui avaient valu plusieurs séjours en prison, la police n'avait rien sur lui, sinon sa conversion à l'islam, il y a une quinzaine d'années, à la suite de quoi il s'était fait appeler Khalid Massood. Depuis, rien, sinon la vie sans histoire d'un père de trois enfants, bien vu de ses voisins, dans une banlieue populaire de Birmingham, – jusqu'en décembre dernier, où il fut expulsé avec sa famille de son logement devenu trop cher, faute

d'un salaire régulier.

Pour les victimes et leurs familles, évidemment, un drame reste un drame, quelles qu'en soient les causes. Mais l'ineptie et l'hypocrisie éhontée dont ont fait étalage tant les médias que la classe politique à cette occasion touchent à l'ignominie. Ainsi un quotidien à grand tirage a-t-il pu titrer, en caractères géants : « L'assassin était un escroc à l'assurance chômage », trop heureux de pouvoir s'en prendre à un chômeur à défaut d'un vrai terroriste, après avoir distillé son venin habituel contre les « faux réfugiés terroristes » dans ses numéros précédents. Et pendant ce temps, tous les leaders politiques, de la Première ministre conservatrice Theresa May au maire travailliste de Londres, Sadiq Khan, entonnaient le couplet de l'unité nationale face au terrorisme.

Ignominie également que le silence assourdissant

de cette même presse et de ces mêmes politiciens sur le sort des 33 victimes d'un bombardement de la coalition occidentale, le jour même de l'attaque de Londres, contre une école de la ville syrienne de Tabqa où se terraient une cinquantaine de familles de réfugiés, comme sur celui des 52 morts, pris au piège quatre jours auparavant, dans le bombardement d'une mosquée, également en Syrie.

Que ces bombes aient été américaines, anglaises, ou peut-être françaises, ne change rien à l'affaire. Car si on ignore les motifs réels de Khalid Massood le 22 mars, ceux qui animent les dirigeants des pays riches dans leur aventure guerrière en Syrie et en Iraq, ne font, eux, aucun doute. Il s'agit avant tout d'imposer à toute une région leur ordre impérialiste, l'ordre de leurs multinationales, en usant d'un terrorisme qui ne dit pas son nom, mais qui n'en est pas moins mortel pour les populations, déjà en butte à celui des milices telles que Daech.

François Rouleau



.....Fil rouge.....

La macronnerie du jour

Le 18 mars, comme tous les autres jours, il fallait que les médias mentionnent Emmanuel Macron, chéri du capital et officiel futur président de la République. Son brain trust lui a donc pondé le gadget du jour : instaurer un service militaire obligatoire d'un mois à 18 ans. Il s'agirait de permettre à chaque jeune de faire l'expérience de la « cohésion républicaine ».

Comme si les jeunes, en particulier ceux des quartiers populaires, ne connaissaient pas la cohésion républicaine telle qu'elle est dispensée par la police et la gendarmerie. Le lendemain, 19 mars, lors de la manifestation contre les violences policières, ils étaient même quelques milliers dans la rue pour dire qu'ils en faisaient un peu trop souvent l'expérience.

501 morts dans la rue en 2016

Le collectif Morts dans la rue a tenu à faire une cérémonie à Paris mardi 21 mars, pour rendre

hommage aux 501 femmes, enfants, hommes morts dans la rue en France en 2016. Les sans-domicile-fixe, les SDF, victimes de la misère au bas de l'échelle, les plus démunis, ont une espérance de vie qui dépasse à peine les 49 ans.

Cela juge un système où dans l'un des pays les plus riches du monde, on laisse littéralement crever la partie la plus pauvre et la plus démunie de la population.

Jours sombres

Le 31 mars sera une mauvaise journée pour des centaines de milliers de personnes : la trêve hivernale interdisant à la fois les expulsions locatives et les coupures de gaz et d'électricité prendra fin.

L'an dernier, il y a eu 604 000 coupures d'électricité et de gaz. C'est 5 % de plus qu'en 2015 et même 25 % de plus pour le gaz. Seule la pauvreté augmente, et les coupures augmentent avec.

Le chômage, les bas salaires et la précarité font ainsi effet. C'est tout cela qu'il faudrait couper !

Un spectacle de Jolie Môme : l'exception et la règle

La compagnie Jolie Môme présente jusqu'au 22 avril une pièce de Bertold Brecht sur la justice, *L'exception et la règle*, qui résonne avec l'actualité sociale pour dénoncer les jugements de classe.

Au départ, il y a un voyage à travers le désert d'un marchand en quête de gisement de pétrole, avec sous ses ordres un guide, et sous les ordres de celui-ci un porteur. Le périple se termine devant une cour de justice. Le spectateur

passé un bon moment tout en assistant à une mécanique qui s'acharne le plus souvent, parce que c'est la règle, contre les plus faibles. Efficace et révoltant.

C.L.

Théâtre La Belle Étoile, 14 rue Saint-Just, La Plaine Saint-Denis. Métro Front Populaire. Tarifs 20 euros et 13 euros.

Pour toutes informations et réservations : <http://cie-joliemome.org> 01 49 98 39 20

Grenoble : le plan d'austérité de la ville contesté

Depuis dix mois, le plan d'austérité de la municipalité de Grenoble, gérée par l'écologiste Eric Piolle et le Parti de gauche, est contesté par de nombreux territoriaux.

Ce plan répercute au centime près les baisses des dotations de l'État. Il prévoit la suppression de 150 postes à la ville et entraîne la fermeture de services de proximité : deux bibliothèques de quartier, deux centres sociaux et une résidence pour personnes âgées notamment.

La mobilisation se poursuit : vendredi 24 mars, une délégation de bibliothécaires s'est rendue à Paris au Salon du livre, rejointe, à son appel, par

d'autres délégations de bibliothèques municipales (Vitry, Lille, Paris), associative (Clamart) et de la BNF (Bibliothèque nationale de France). Le tract distribué pendant toute la journée, chaleureusement accueilli par les visiteurs et certains auteurs et éditeurs, dénonçait l'austérité, la diminution des services publics auprès des usagers et la forte dégradation des conditions de travail.

Apprenant que Mélenchon, présent au Salon, aurait souhaité exprimer son soutien à la délégation, celle-ci a refusé, puisque ce sont des élus de son parti, le Parti de gauche, qui font appliquer ce plan.

Pendant ce temps, à

Grenoble, d'autres travailleurs de différents services de la ville et du CCAS, en grève, réunis sur le parvis de la mairie, ont exprimé au micro leur mécontentement, la fatigue accumulée, mais aussi l'indifférence et le mépris répété de la municipalité vis-à-vis des agents.

Les participants à cette journée ont dénoncé ces coupes budgétaires, conséquences au final de la politique du gouvernement, que la municipalité ne fait même plus mine de dénoncer et se charge d'appliquer. En baptisant son plan « sobriété heureuse », elle le justifie et s'en fait complice.

Correspondant LO

Lisez la revue *Lutte de classe*, revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 83 (avril 2017)

- Faire entendre le camp des travailleurs, avec Nathalie Arthaud
- Meeting central de campagne, à Aubervilliers le 26 mars : discours d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud
- Profession de foi et

affiche officielle

- La situation en Guyane
- Parti communiste réunionnais : un congrès sous le signe renouvelé de la collaboration de classes
- Turquie : les inquiétudes du gouvernement Erdogan
- Combattre les robots

ou le capitalisme ?

- Le CETA et les intérêts des travailleurs

Parution : jeudi 6 avril – Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,70 euro. Ce numéro sera également disponible dès dimanche 2 avril sur le site de la revue *Lutte de classe*